

100 ans de travail pour la paix

*Une histoire du Bureau International de la Paix
et autres organisations et réseaux du mouvement international pour la paix*

Rainer Santi

Traduit par Danielle Boulay
(relu par Frédéric Durand)

Titre original: *100 years of peace making*
Pax förlag, Bureau International de la Paix, Janvier 1991

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Introduction | 3 |
| 1. Qu'est-ce que le mouvement pour la paix ? | 4 |
| 2. Les origines du mouvement pacifiste organisé | 6 |
| 3. Les Congrès Universels de la Paix - création du Bureau Permanent International de la Paix..... | 7 |
| <i>1899 : la première conférence internationale de la paix</i> | <i>8</i> |
| <i>Efforts pour atteindre le mouvement ouvrier</i> | <i>10</i> |
| <i>Pacifisme contre nationalisme: tentatives d'empêcher la catastrophe.....</i> | <i>12</i> |
| 4. Après la Première Guerre mondiale – multiplication des organisations de paix..... | 113 |
| <i>1915 : La Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté -</i> | <i>14</i> |
| <i>Women's International League for Peace and Freedom (WILPF)</i> | |
| <i>1919: Le Mouvement International de la Réconciliation (MIR) -.....</i> | <i>15</i> |
| <i>International Fellowship of Reconciliation (IFOR)</i> | |
| <i>1921 : L'Internationale des Résistants à la Guerre (IRG) –.....</i> | <i>15</i> |
| <i>War Resisters International (WRI)</i> | |
| <i>1927 : Le Comité International pour la Coordination des Forces Pacifistes (CIC) et le "Joint Peace Council".....</i> | <i>16</i> |
| 5. Un nouveau départ après la deuxième guerre mondiale | 20 |
| <i>1949: Le Comité International de Liaison des Organisations pour la Paix -</i> | <i>21</i> |
| <i>International Liaison Committee of Organisations for Peace (ILCOP)</i> | |
| <i>1949 : Le Conseil Mondial de la Paix –.....</i> | <i>22</i> |
| <i>World Peace Council (WPC)</i> | |
| <i>1963 : Confédération Internationale pour le Désarmement et la Paix –.....</i> | <i>26</i> |
| <i>International Confederation for Disarmament and Peace (ICDP)</i> | |
| <i>1964 : Rétablissement du BIP</i> | <i>29</i> |
| <i>Le mouvement contre la Guerre du Viêt Nam.....</i> | <i>30</i> |
| <i>Le droit de refuser le service militaire et les ordres</i> | <i>31</i> |
| <i>Le désarmement général et complet – le Comité Spécial des ONG sur le Désarmement</i> | <i>32</i> |
| 6. La vague de paix des années 1980..... | 33 |
| <i>1980 : L'internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire –.....</i> | <i>36</i> |
| <i>International Physicians for the Prevention of Nuclear Weapons (IPPNW)</i> | |
| <i>Avril 1980 : L'appel européen pour le désarmement nucléaire –.....</i> | <i>36</i> |
| <i>European Nuclear Disarmament Appeal (END)</i> | |
| <i>1981 : Le réseau international de communication et de coordination pour la paix -</i> | <i>38</i> |
| <i>Communication and Coordination network (IPCC)</i> | |
| <i>L'illégalité des armes nucléaires.....</i> | <i>40</i> |
| <i>1984 : Fusion entre IPB et ICDP.....</i> | <i>41</i> |
| <i>Commerce international des armes et la SSD III.....</i> | <i>44</i> |
| <i>(Session Spéciale sur le Désarmement III) 44</i> | |
| 7. Rétrospective et regards vers le l'avenir | 46 |
| <i>Un monde multipolaire</i> | <i>47</i> |
| <i>La réponse du mouvement pour la paix.....</i> | <i>48</i> |
| <i>Face à de nouveaux défis</i> | <i>49</i> |
| <i>Le mouvement pacifiste organisé.....</i> | <i>51</i> |
| <i>Mise en commun des ressources</i> | <i>52</i> |

Introduction

Ceci est une histoire du mouvement pour la paix écrite du point de vue d'un pacifiste actif engagé dans le mouvement international de la paix. Je crois que les expériences accumulées qui ont fait l'histoire du mouvement pour la paix sont des atouts précieux, et peuvent nous guider dans notre travail actuel. Le but de ce livre est de transmettre au pacifiste un sens de l'histoire. En ce qui me concerne, l'histoire du mouvement pacifiste a été une source d'inspiration dans mon travail quotidien. Elle m'a également ouvert une perspective, ce qui est essentiel dans les temps de grands changements politiques que nous vivons aujourd'hui.

Beaucoup de livres et articles ont été écrits au sujet du mouvement pour la paix. Celui-ci le décrit de l'intérieur du Bureau International de la Paix et de son Secrétariat à Genève. C'est un point de vue privilégié. Le BIP est la plus ancienne organisation internationale pour la paix existante à ce jour ; beaucoup d'informations, beaucoup de discussions et de personnes impliquées dans le mouvement pacifiste sont passées par lui pendant les 100 dernières années. L'histoire du BIP reflète donc le mouvement pour la paix dans son ensemble.

Il serait impossible de faire une description exhaustive du mouvement pour la paix ; il est trop diversifié et trop vaste. Une raison de ces omissions est que le mouvement international de la paix n'est pas très bien organisé. Ce livre pourra peut-être rendre la jungle des abréviations et des organisations plus transparente, et servir de manuel pour les activistes intéressés ou impliqués dans la coordination et l'organisation au niveau international.

Le BIP a traversé plusieurs étapes au cours desquelles il a complètement changé de caractère. Au commencement il était proche des centres de pouvoir en Europe. Il a attiré des parlementaires et des personnes « aisées ». Son rôle de leader dans le mouvement pour la paix était incontesté, et durant cette période il eût beaucoup d'influence sur la politique mondiale ainsi que dans la création d'une base intellectuelle pour des relations internationales.

Après la première guerre mondiale les mouvements pour la paix et leurs différents buts et stratégies se multiplièrent. Le BIP perdit son rôle central et le mouvement pour la paix perdit beaucoup de son influence directe sur les politiques.

Après la deuxième guerre mondiale, le BIP - comme pratiquement tous les organisations de paix - a dû se réorganiser à partir de rien et trouver un rôle utile dans l'émergence de la Guerre Froide. Il devint un centre d'études et de débats pour ses organisations membres et se concentra sur de nouvelles thématiques qu'il souleva auprès des mouvements pacifistes, des gouvernements et des Nations Unies. Il a également soutenu des organisations pacifistes, mais ce faisant il a épuisé ses ressources financières, et vers la fin des années 70 il était incapable de s'investir davantage dans les projets de nombreux nouveaux instituts de recherche sur la paix, ou dans le débat public. Malgré tout, le BIP était encore un point de référence stable dans l'univers pacifiste changeant rapidement. Tandis que des centaines de nouveaux groupes pacifistes prenaient naissance dans le début des années 80, le BIP se développa en une institution de service et un réseau regroupant de nombreuses et différentes sortes d'organisations pour la paix. Les adhésions au BIP triplèrent.

En écrivant ce livre j'ai bénéficié du travail de nombreuses personnes. Je désire mentionner particulièrement Ilkka Taipale, Erkki Tuomioja, Guido Grünewald, la thèse de doctorat "*Das Internationale Friedensbüro 1892-1950*" de Helmut Mauermann, et la thèse de doctorat « *Paix – Les dix bonnes raisons d'adhérer au nouveau mouvement pour la paix* » de Matthias Finger, Judith

Winther, Wim Bartels, Ken Coates, Tomas Magnusson, Edith Ballantyne et beaucoup d'autres qui ont été - et sont - directement impliqués dans le mouvement pour la paix et ont répondu à mes questions. John Spangler a lu le manuscrit et a amélioré mon Anglais. Colin Archer, actuellement Secrétaire Général du BIP, a donné la touche finale au texte. Les opinions exprimées me sont propres.

Rainer Santi, Genève et Stockholm, mars 1991

1. Qu'est-ce que le mouvement pour la paix ?

Les deux manières de décrire le mouvement pour la paix sont d'analyser ses courants idéologiques, et ses institutions. Ce chapitre présente les courants idéologiques et la façon dont ils se sont manifestés. Les institutions et les organisations du mouvement pour la paix, notamment celles en rapport avec le BIP, seront présentées et décrites tout au long de ce livre.

Le chercheur sur la paix Nigel Young identifiait en 1985 neuf traditions pacifistes qui apparaissent chronologiquement dans cet ordre. Cinq d'entre elles apparurent avant la première guerre mondiale :

- Pacifisme religieux (objection de conscience)
- Mouvement Libéral International, originellement appelé « Pacifisme »
- Anti-conscriptionisme
- Antimilitarisme (résistance socialiste à la guerre)
- Internationalisme Socialiste

Entre les deux guerres mondiales deux traditions supplémentaires sont apparues;

- L'antimilitarisme féministe
- Le pacifisme radical, inspiré par la non-violence de Gandhi.

Après la deuxième guerre mondiale l'internationalisme communiste, mené par le *World Peace Council*, et le mouvement anti-nucléaire apparaissent. À ceci, on peut ajouter la tradition des mouvements pacifistes à lier la paix et les droits de l'homme, la paix et le développement du Tiers-monde, et la paix et l'écologie.

Un autre chercheur sur la paix, Matthias Finger, identifie trois courants idéologiques principaux dans le mouvement pour la paix : il s'agit du pacifisme, de l'antimilitarisme et de l'antinucléaire.

Le Pacifisme est d'origine bourgeoise. Il met l'accent sur l'arbitrage des conflits, et a une définition négative de la paix: l'absence de guerre. Il oriente sa politique vers les négociations et les institutions spécialisées comme la Cour Internationale de Justice et les Nations Unies. Il se concentre sur les relations entre les états. Les institutions pacifistes commencèrent à apparaître dans les années 1890 : en 1889 l'Union Interparlementaire, en 1892 le Bureau International de la Paix (BIP). En 1899 et 1907, deux conférences intergouvernementales se sont tenues à La Haye. Pour la première fois, la plupart des États envoyèrent leurs représentants pour négocier sur la sécurité et la paix. Les bases d'une Cour Permanente de Justice Internationale étaient alors posées (cette Cour deviendra par la suite l'actuelle Cour Internationale de Justice), et après la première guerre mondiale, la Société des Nations fût créée en 1920. En 1946 elle fût dissoute et remplacée par l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, bien que la célèbre charte de l'ONU commence par

"Nous, les peuples des Nations Unies...", les Nations Unies sont essentiellement une organisation intergouvernementale - et pas très unie.

L'Antimilitarisme appartient aux traditions du mouvement travailliste. Plus exactement, il prend son origine dans les traditions anarchistes et anarcho-syndicalistes, qui énoncent que la lutte des classes ne devrait pas être menée par des partis ou des représentants syndicaux, mais par les travailleurs eux-mêmes. Le but de l'Antimilitarisme est de changer le système politique. L'accent est mis sur le refus de servir les causes de la guerre. Il se concentre sur les relations entre l'individu et l'Etat. Inévitablement, toute action antimilitariste vient immédiatement en confrontation avec l'Etat et son défenseur, l'armée (« le chien de garde de l'Etat capitaliste »).

Avant la première guerre mondiale, les antimilitaristes et la Deuxième Internationale Socialiste ont préconisé une grève générale contre ce qu'ils percevaient comme une guerre impérialiste. Mais quand la guerre commença, le nationalisme l'emporta sur la loyauté de classe. L'antimilitarisme a eu sa percée après la première guerre mondiale, particulièrement en Allemagne, où le mouvement *Nie wieder Krieg* (« Plus jamais la guerre ») apparut en 1919. Au Danemark *Aldrig Mere Krig* (AMK) fut également fondé. En 1950-51 le mouvement *Ohne mich* (« Sans moi ») est aussi apparu en Allemagne. L'historien allemand Guido Grünewald note que ces mouvements tirèrent leur appui principal des franges bourgeoises de la société. C'étaient des mouvements pacifistes avec des revendications antimilitaristes qui ont parfois réussi à construire des coalitions avec des organisations républicaines.

Dans les années 50 et au commencement des années 60, le mouvement antinucléaire est devenu la force centrale du mouvement pour la paix dans la plupart des pays industrialisés. Une raison principale de l'apparition de ce courant peut avoir été l'échec du Pacifisme et de l'Antimilitarisme à prévenir le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, chose qui leur fut souvent reprochée. Ces mouvements ont même été accusés d'avoir été une des causes de la guerre : ils réussirent à garder la France et l'Angleterre à la table des négociations (Munich) avec les Nazi allemands (tandis que les Nazi occupaient la Tchécoslovaquie), et encore par exemple à désarmer le Royaume-Uni, préparant de ce fait le terrain à l'Allemagne Nazie. C'est pourtant un argument discutable, car « la politique d'apaisement » britannique avait des motifs économiques. Mais le Pacifisme et l'Antimilitarisme commencèrent à perdre leur crédit.

L'Antinucléaire, ou "Pacifisme nucléaire" est dirigé contre la course aux armements nucléaires et les essais nucléaires. Il a eu deux périodes d'expansion. Premièrement dans les années 50 quand des armes nucléaires ont été introduites au Royaume-Uni et en Allemagne, et quand des essais nucléaires ont été effectués dans l'atmosphère. La *Campaign for Nuclear Disarmament* au Royaume Uni, le *Göttingen Appeal* ainsi que l'organisation *Kampf dem Atomtod* en Allemagne et *Sane* aux USA datent de cette époque. Deuxièmement dans les années 80, quand les groupes de *No to Nuclear Weapons* furent fondés au Danemark et en Norvège. Le mouvement est devenu particulièrement fort aux Pays-Bas. Les fonctionnaires de l'OTAN craignirent que les "Hollanditis" écartent et empêchent le déploiement planifié des nouvelles armes nucléaires en Europe.

Ces différents courants se sont chevauchés et ont fusionné. On peut tous les retrouver dans l'actuel mouvement pour la paix. Le BIP, fondé dans la tradition libérale pacifiste, est aujourd'hui composé d'organisations membres des différents courants : pacifistes, antimilitaristes, féministes, groupes radicaux non-violents, pacifistes nucléaires, groupes orientés vers les Nations Unies, groupes socialistes et « bourgeois », syndicats et groupements religieux, ainsi que d'organisations reliant la paix aux droits de l'homme, au développement et à l'écologie.

2. Les origines du mouvement pacifiste organisé

Les sociétés locales pour la paix commencèrent à apparaître à la fin des guerres napoléoniennes. Ces guerres avaient duré vingt-cinq ans avant de cesser en 1815, laissant 2.100.000 morts. Les sociétés de paix faisaient partie d'un mouvement libéral pour la réforme politique visant à promouvoir les droits de l'homme, les améliorations sociales, le libre échange, l'abolition de l'esclavage, et mettre fin aux mouvements de guerre. Des exemples typiques sont l'« American Peace Society » à New York, fondée en 1815, et la « Society for the Promotion of Permanent and Universal Peace », mieux connues que la « London Peace Society » formée sur l'initiative des Quakers en 1816. Le pacifisme éthique de ces premières sociétés a été renforcé plus tard par des idées émanant de la France qui voyait le droit international comme une alternative aux guerres et comme une manière de résoudre les conflits internationaux. Le mouvement se propagea graduellement. La première société continentale européenne pour la paix fut fondée à Genève en 1830. La « London Peace Society » créa un réseau de groupes locaux et ses membres augmentèrent, toutefois seulement dans la classe moyenne.

Afin de promouvoir le mouvement et créer une plateforme d'où ils pourraient développer un programme international, les pacifistes et les sociétés de paix commencèrent à organiser des Congrès pour la Paix. Un autre but de ces congrès était d'établir le pacifisme comme un courant idéologique majeur, distinct du socialisme et du libéralisme.

Le premier congrès, tenu à Londres en 1843, fut principalement une entreprise britannico-américaine. Les congrès suivants attirèrent une participation de plus en plus internationale mais les sociétés britanniques et américaines furent longtemps le noyau du mouvement. Les Congrès pour la Paix Mondiale se sont tenus à Bruxelles en 1848, à Paris en 1849, Francfort en 1850, Londres en 1851, Manchester en 1852 et Edimbourg en 1853. Ils ont rassemblé des intellectuels, des hommes d'affaires, des avocats, des membres d'église et des hommes d'Etat. Le Congrès de Paris, présidé par Victor Hugo, adopta ce qui peut avoir été le premier programme du mouvement international de la paix :

« Comme seule la paix peut assurer les intérêts moraux et matériels des nations, c'est le devoir des gouvernements de remettre tous les conflits qui apparaissent entre eux à un conseil d'arbitrage, et de suivre les prescriptions des juges qu'ils ont choisis. »

Le nombre de troupes devrait être diminué proportionnellement,

« par des mesures générales et simultanées, à la fois pour de soulager le fardeau de la population et pour éliminer une cause continuelle de crainte et de méfiance entre les nations. »

Les participants au Congrès étaient encouragés à travailler à une amélioration de l'éducation de la jeunesse, et à supprimer les préjugés et la haine.

Les guerres n'avaient pas fini avec Napoléon. En 1854 la guerre de Crimée éclate faisant 785.000 victimes. En 1861 les Sociétés sont pour la première fois confrontées au dilemme classique du pacifisme quand la guerre civile américaine éclate. L'*American Peace Society* qui voyait l'esclavage comme un plus grand mal que la guerre a soutenu l'effort de guerre des Nordistes, tandis que la *London Peace Society* protestait contre la violence dans toutes les circonstances.

La rupture s'est manifestée au niveau international quand en 1867 deux organisations internationales furent fondées. La *Ligue Internationale pour la Paix* prend naissance lors d'une conférence à Paris en mai de cette même année. En septembre la *Ligue Internationale pour la Paix et la Liberté* est créée lors d'une réunion à Genève. Deux des fondateurs de cette dernière étaient Victor Hugo et Garibaldi, d'Italie. La ligue pour la paix était politiquement et religieusement neutre, alors que la ligue pour la paix et la liberté était plus radicale. Elle plaidait en faveur d'une république au lieu d'une loi monarchique, s'opposait à la violence cléricale et au « papisme » et préconisait la démocratie. Garibaldi désirait des mesures révolutionnaires, tandis qu'un groupe de socialistes français parlait du caractère oppressif du capitalisme, ce qui a créé un tumulte et quelques commentaires secs au sujet des querelles internes parmi les pacifistes. La ligue pour la paix craignit d'être compromise et changea son nom en *Société des Amis de la Paix*. Dans l'intérêt de la paix, cette ligue essaya d'amortir la critique britannique contre le nouveau dictateur français Louis-Napoléon, alors que Victor Hugo, exilé, désirait une révolution française et une république. Ces différences ont continué d'être le sujet d'interminables discussions dans le mouvement pour la paix : l'Etat doit-il s'armer pour la « défense » (contre les autres Etats, les révolutions, ou d'autres plus grands maux), et est-il juste (ou de bonne stratégie) pour les opprimés d'utiliser la violence contre l'Etat, ou contre un plus grand mal ?

1889 fut une année importante pour le développement du mouvement pacifiste. Ensemble avec les parlementaires français et britanniques, le député Frédéric Passy fonda l'*Union Interparlementaire*. Passy, en 1889, a également présidé le premier grand Congrès international de paix depuis 1853, à Paris. C'était le premier dans la série des « Congrès Universels de la Paix. » Les Sociétés de paix présentes décidèrent de s'unir sous le nom de l'*Union Internationale des Sociétés de Paix*.

Quelques autres fondateurs internationalement actifs dans le mouvement pendant ce temps furent Hodgson Pratt (Grande-Bretagne), Christopher von Egidy (Allemagne), Elie Ducommun et Albert Gobat (Suisse), Bertha von Suttner (Autriche), Ernesto Moneta (Italie), Fredrik Bajer (Danemark), Carel Asser (Pays-Bas), Henri la Fontaine (Belgique), Klas P. Arnoldsson (Suède) et Christian Lange (Norvège).

3. Les Congrès Universels de la Paix - création du Bureau Permanent International de la Paix

Le deuxième Congrès s'est tenu à Londres en 1890. Une institution permanente pour organiser les congrès et représenter le mouvement pour la paix internationalement était nécessaire. Fredrik Bajer du Danemark proposa le premier un Bureau de la Paix au congrès de Londres. Un comité fut nommé pour faire une proposition détaillée.

Le troisième Congrès Universel de la Paix à Rome, en juillet 1891, décida de créer "le Bureau Permanent International de la Paix" comme bureau exécutif de l'Union Internationale des Sociétés de Paix. L'établissement officiel du BIP (International Peace Bureau) eu lieu le 1^{er} décembre 1891 à Berne, Suisse. Les règles furent approuvées et le Conseil élu lors du quatrième Congrès Universel de la Paix à Berne, du 22 au 27 août 1892. Frederik Bajer devint le premier président.

Le BIP était une tentative unique à l'intérieur de l'ensemble du mouvement pour la paix, les radicaux, aussi bien que les libéraux et les conservateurs siégeant ensemble dans une organisation. Les fondateurs des deux ligues pour la paix (et la liberté) se rejoignirent dans le BIP, ainsi que les pacifistes et les antimilitaristes. Le pacifisme libéral demeurait le cœur du programme pour le mouvement pour la paix et le BIP, mais la discussion à son sujet se poursuivit.

Le quatrième Congrès Universel de la Paix demanda la convocation d'une conférence des puissances européennes sur un désarmement mutuel, équilibré et simultané. Le BIP démarra de façon modeste avec la publication de son journal, la *Correspondance autographiée*, distribuée à 100 exemplaires.

Le BIP était maintenant chargé de l'organisation des Congrès Universels de la Paix. Ils se sont tenus à Chicago en 1893, Anvers en 1894, et Budapest en 1896. Un bulletin bimensuel remplaça le journal, avec un tirage de 3000 exemplaires. Les adhésions au BIP augmentèrent rapidement : en 1895, 65 Sociétés de paix de 12 pays étaient membres du BIP ; en 1897, elles étaient 88 de 14 pays.

Le 7ème Congrès Universel de la Paix à Budapest en septembre 1896 approuva un code du droit international. Ses principes généraux étaient :

- Les relations internationales sont régies par les mêmes principes légaux et moraux que ceux qui règlent les relations entre les individus.
- Aucune nation n'a le droit d'être juge dans son propre cas.
- Aucune nation ne peut déclarer la guerre à une autre nation.
- Chaque conflit entre les nations devrait être réglé par des procédures légales.
- L'autonomie de chaque nation est inviolable.
- Il n'y a pas de droit de conquête.
- Les nations ont le droit à la légitime défense
- Les nations ont le droit inaliénable de disposer librement d'elles-mêmes.
- Il y a solidarité entre toutes les nations.

En 1898 le BIP fit appel à toutes les nations pour une médiation dans la guerre hispano-américaine. Dans les années suivantes il lança un appel en faveur des Arméniens, des Boers et des Finlandais. Il demanda la cessation des hostilités et une solution par arbitrage des conflits entre l'Argentine et le Chili, la Chine et le Japon, et les guerres russo-japonaises et balkaniques.

1899 : la première conférence internationale de la paix

Pendant plusieurs années les pacifistes, parmi lesquels Bertha von Suttner, ont essayé de persuader les gouvernements – c'est-à-dire les rois, reines, empereurs, et le tsar – d'organiser une conférence pour la paix. En 1895 Suttner écrivit le livre "*Schach der Qual*" dans lequel elle décrit une telle conférence :

"A l'initiative d'un des plus puissants chefs d'Etat d'Europe, et après que l'accord principal ait été réalisé avec tous autres gouvernements, cette conférence a été organisée - et presque tous les Etats, grands et petits, à peu d'exception, ayant déclaré leur accord sont présents."

Suttner envoya son livre au Tsar Nicolas II. Un autre pacifiste, l'écrivain russe Johann Bloch, qui avait écrit "*La Guerre Future*" en 1892, fit une profonde impression sur le Tsar. Dans ce

livre, il écrivait que les nouvelles technologies, y compris des explosifs inventés par Alfred Nobel, avaient créé une nouvelle situation qui exigeait de ce fait une plus grande compréhension internationale. Les facteurs économiques dictaient qu'une guerre ne pourrait être gagnée autant d'un côté que de l'autre. Nicholas II analysa minutieusement le traité en six volumes de Bloch et questionna personnellement l'auteur pendant plusieurs heures.

Le 24 août 1898, Nicholas II publia un manifeste de paix, appelant à une conférence internationale : "La culture nationale, le progrès économique et la création des valeurs sont entravés et détournés." Le Tsar considérait de son devoir « d'arrêter ces armements sans fin, et de rechercher les moyens d'arrêter le mal qui menace le monde entier. »

Les journaux réagirent négativement au manifeste. L'Autrichien Linzer Montagspost écrivit "seul un rêveur cosmopolite" pourrait le prendre au sérieux, parce que c'est juste « un habile coup de dés d'une politique authentiquement slave avec des motivations ultérieures ». Le Tsar était "un ours déguisé en agneau." En fait, l'Autriche était sur le point de moderniser ses armements, et la Russie, technologiquement à l'arrière, désirait arrêter ou ralentir le développement des armes. La Sociale Démocratie était sceptique aussi, et même hostile, particulièrement envers le Tsar lui-même. Les gens dans les cercles diplomatiques pensaient que le but du manifeste était de convaincre les autres puissances d'arrêter leur production d'armes jusqu'à ce que la Russie ait accompli la construction du chemin de fer sibérien et ait fait quelques emprunts supplémentaires (après quoi la Russie serait militairement plus forte). Effectivement, le Tsar n'avait guère une attitude pacifiste, par exemple dans sa politique de russification envers la Finlande. Les gouvernements européens n'étaient pas enthousiastes dans leur réponse aux propositions du Tsar, et la terminologie russe fût changée de "désarmement" en "halte à la course aux armements".

En octobre 1898, la Baronne von Suttner rencontra le Ministre des affaires étrangères russe, et proposa la création d'une Société de Paix russe. Le ministre argua que cela devait en tout premier être soumis au Tsar, que la fondation d'une Société russe de paix n'était pas désirée et même inutile, puisque « le Tsar et le gouvernement dirigeaient maintenant eux-mêmes le mouvement ». Le livre qui avait rendu Suttner célèbre en 1888, « *Die Waffen Nieder* » (« A bas les armes ») était interdit en Russie.

Dans le projet de programme russe pour la conférence de 1899 le manifeste original s'était affaibli : il concernait maintenant le bannissement de certains explosifs, et « l'humanisation » de la guerre.

Les invitations à la conférence venaient des Pays-Bas. Les querelles ont commencé quand l'Italie s'opposa à une représentation du pape et que l'Angleterre s'opposa à l'invitation des deux Etats Sud-Africains, le Transvaal et l'Etat Libre d'Orange, contre la volonté des Pays Bas. Seuls les Etats-Unis et le Mexique sont venus du continent américain. La délégation allemande était composée d'antipacifistes.

Les membres du BIP étaient très occupés à faire pression sur les gouvernements et les représentants des Etats participant à la conférence de La Haye. Une "croisade de paix" avec des réunions dans les capitales européennes fût organisée à partir de l'Angleterre. Eleonore Selenka, l'épouse d'un professeur de Munich, collecta plus d'un million de signatures dans le monde entier pour soutenir la conférence de la paix.

En l'honneur de son initiateur, la conférence fut ouverte le jour anniversaire de Nicolas II, le 18 mai 1899. Elle se poursuivit jusqu'au 29 juin. En plus des Etats européens, les Etats-Unis, le

Mexique, la Chine, le Japon et le Siam participèrent. Il y avait trois commissions : Désarmement, Lois de la guerre, et Arbitrage. La commission sur le désarmement a échoué : une proposition russe pour une halte dans la course aux armements de cinq ans a été refusée. La deuxième commission a accepté d'interdire les balles dum-dum, le gaz de guerre et le lancement des bombes à partir des ballons dirigeables (les avions n'existaient pas encore) pendant cinq ans. Ces interdictions n'ont toutefois pas été remplacées - les avions ont hérité de leur usage - et le bombardement est devenu militairement significatif. La troisième commission a réalisé quelque chose de nouveau : une convention sur l'arbitrage pacifique des conflits internationaux.

L'année après la conférence de La Haye, en 1900, le BIP reçut le Grand Prix de l'Exposition Universelle à Paris pour son travail pour la paix ; le 9^{ème} Congrès Universel de la Paix fut organisé dans cette même ville. L'année suivante, Frédéric Passy, membre du Conseil du BIP reçut le premier prix Nobel de la Paix conjointement avec Henry Dunant, fondateur de la Croix-Rouge. En 1901 le BIP comptait 100 sociétés membres, de 19 pays. En 1902, le Secrétaire-Général du BIP Elie Ducommun recevait le prix Nobel de la Paix avec Albert Gobat membre du Conseil du BIP, qui plus tard deviendra le successeur de Ducommun. Bertha von Suttner, vice-présidente du BIP, reçut elle le prix Nobel de la Paix en 1905.

Une deuxième conférence de La Haye s'est tenue en 1907. L'accent fut mis sur les règles "humanitaires" de la guerre, et une convention adoptée à cette conférence déclara que le droit de blesser un ennemi n'était pas illimité. Elle interdit les armes qui causaient une souffrance inutile, et en particulier l'usage de poison, meurtre "déloyal", comme le fait de tuer ou de blesser un ennemi qui s'étant rendu. Mais aucun accord n'a été réalisé pour limiter "les armements excessifs". Il y eut des projets pour une troisième conférence de La Haye mais ces projets furent abandonnés pendant les tensions croissantes précédant la Première Guerre Mondiale.

Efforts pour atteindre le mouvement ouvrier

Tôt dans son histoire le BIP essaya de réaliser une coopération avec le Mouvement Travailleur. Les premiers congrès de paix avaient déclaré que "les Sociétés Coopératives sont l'une des meilleures manières de réaliser la paix". Le Congrès Universel de la Paix à Berne en 1892 décida d'inviter des organisations ouvrières aux congrès de la paix sur une base égalitaire. Au début, la réponse fût très négative. Les organisations des ouvriers belges répondirent aux invitations en se rapportant aux décisions de la Deuxième Internationale Socialiste de 1891. Ces décisions déclaraient que si les raisons économiques de la guerre n'étaient pas premièrement éliminées par la création d'une société socialiste, tous les efforts de réaliser la paix étaient inutiles. A son congrès de 1893 à Zurich la Deuxième Internationale Socialiste propagea la lutte des classes comme seule manière de réaliser la paix entre les peuples.

Mais ce point de vue changea. Trois ans plus tard à Londres, la Deuxième Internationale Socialiste inclut dans ses demandes la création d'une Cour Internationale pour une solution pacifiste des conflits. D'autre part, beaucoup de libéraux et conservateurs pacifistes étaient hésitants envers le Mouvement Travailleur. Bertha von Suttner écrit en 1896 que le programme pacifiste pour la construction de la paix devrait être terminé avant n'importe quelle réforme sociale générale. Le Président Bajer du BIP était d'une opinion différente, mais le point de vue de Suttner fut davantage accepté dans les Sociétés de Paix, particulièrement en Allemagne et en Autriche. Plusieurs membres du Conseil du BIP ont fortement insisté pour un rapprochement avec le Mouvement Travailleur, soit par l'intermédiaire du programme du mouvement pour la paix, ou par des contacts personnels entre les sociétés de paix et les syndicats. Les dénominateurs communs entre les mouvements ouvriers et pacifistes furent la lutte pour le désarmement, l'arbitrage international et l'éducation

antimilitariste de la jeunesse. Particulièrement en Grande-Bretagne et en France, les sociétés de paix firent des efforts pour entrer en contact avec les mouvements ouvriers. Le BIP commença à analyser les causes économiques de la guerre.

La première vraie percée vint en 1902 quand le Congrès de l'*Alliance Coopérative Internationale* se réunit à Manchester. Lors de cette rencontre, les représentants de 18 pays votèrent unanimement une résolution faisant bon accueil aux résultats du Congrès pour la Paix de Monaco (1902), et pour établir des contacts formels avec le BIP. En Grande-Bretagne l'Union Sociale Démocratique, le Parti Travailleuse Indépendant, la Fédération Générale des Syndicats du Commerce et le Conseil des Commerces de Londres firent des rapports pour soutenir le BIP. La Fédération Radicale Métropolitaine et l'Union Coopérative rejoignirent le BIP. En France plusieurs syndicats d'enseignants, des plus petits syndicats à ceux des hautes écoles devinrent membres. En Italie les syndicats des travailleurs fondés à Rome et Brescia rejoignirent le BIP. Le Parti Socialiste Belge, tout en favorisant encore ses propres arguments antimilitaristes, admit ceux du pacifisme, et envoya même une circulaire à ses sections locales pour encourager la coopération avec le mouvement pour la paix. Ce qui amena des syndicats belges à se joindre au BIP. En Suisse le Parti Social Démocrate et la Société du Grütli y adhérèrent tous les deux.

Le BIP a clairement déclaré qu'une meilleure organisation sociale était une condition préalable pour la paix internationale. Mais il y avait des limites au rapprochement. Il a également déclaré que l'élimination du système capitaliste ne signifierait pas nécessairement la fin des guerres. Même après la victoire du prolétariat, il y aurait des pays riches et des pays pauvres (et des raisons économiques pour la guerre), ainsi que des différences religieuses et raciales. Par conséquent il resterait nécessaire de créer un système de droit international qui mettrait le droit avant la force.

Le BIP mit en place une commission d'étude qui travailla sur la base des propositions suivantes :

- Les guerres entravent les améliorations sociales et le développement industriel.
- Des activités décisives sont nécessaires pour arrêter les dépenses croissantes des armements.
- Une action est nécessaire contre les syndicats capitalistes, qui poursuivent la politique coloniale pour des raisons égoïstes.
- Les relations internationales doivent être développées.
- L'arbitrage, et la Cour de La Haye doivent être favorisés et développés.
- Les armées existantes devraient être transformées en milices.

Entre les deux guerres mondiales, et même jusque dans les années 1980, les relations formelles entre le BIP et le Mouvement Travailleuse devinrent moins fréquentes. Au moment de la réorganisation du BIP par le biais de l'ILCOP (*International Liaison Committee of Organizations for Peace*, 1949), jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les membres adhérents du BIP étaient seulement des organisations de paix. Dans les années 1980 toutefois, l'intérêt du Mouvement Travailleuse pour les questions de la paix, et l'intérêt du mouvement pour la paix se rapprocher du Mouvement Travailleuse augmenta. Il y eut aussi une participation substantielle des syndicats aux Conventions de l'Appel européen pour le désarmement nucléaire (END - *European Nuclear Disarmament Appeal*) (voir le chapitre sur l'END). En 1986 et 1987, les premiers syndicats ouvriers s'affilièrent au BIP d'après-guerre : le syndicat ouvrier des Bermudes et le syndicat international des ouvriers de l'alimentation (IUF). En 1988, la fédération australienne des professeurs et les syndicats des ouvriers de la sidérurgie s'affilièrent également. En 1990 le syndicat des sapeurs-pompiers du Royaume-Uni s'y joignit.

Pacifisme contre nationalisme: tentatives d'empêcher la catastrophe

Aux alentours de 1905 les adhérents du BIP s'élevaient à 132 Sociétés de paix de 26 pays : Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Grande-Bretagne, Canada, Chili, Danemark, Etats-Unis, Egypte, Espagne, France, Hongrie, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Suisse et Uruguay.

En 1907 le 16ème Congrès Universel de la Paix a exprimé l'espoir qu'une nation pourrait prendre une initiative envers le désarmement par une réduction unilatérale de ses armements, espérant que d'autres nations suivraient successivement. Ernesto Theodor Moneta, membre du Conseil du BIP, reçut le Prix Nobel de la Paix. L'année suivante, le Prix Nobel fut attribué à Fredrik Bajer, le premier président du BIP. Il partagea le prix avec Klas P. Arnoldsson de Suède, fondateur de la Société suédoise de paix et d'arbitrage (SPAS).

Le 18ème Congrès Universel de la Paix s'est tenu dans la Maison du Parlement suédois à Stockholm en 1910. Le Prix Nobel de la Paix fut attribué cette année-là au BIP lui-même. Alfred Herrmann Fried, membre du Conseil, reçut le Prix Nobel en 1911.

Le mouvement pour la paix devint un mouvement populaire important. En ce temps les puissances européennes étaient engagées dans une formidable course aux armements, et dans des alliances militaires agressives dont le but était souvent la conquête territoriale. Pratiquement chaque nation avait des revendications sur les territoires des pays voisins. Les grandes puissances se disputaient dans la compétition pour les colonies d'outre-mer et augmentaient la force de leurs marines.

| Militaires et personnel de la marine des principales puissances (en milliers) | | | | | |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | <i>1880</i> | <i>1890</i> | <i>1900</i> | <i>1910</i> | <i>1914</i> |
| Russie | 791 | 677 | 1162 | 1285 | 1352 |
| France | 543 | 542 | 715 | 769 | 910 |
| Allemagne | 426 | 504 | 524 | 694 | 891 |
| Grande-Bretagne | 367 | 420 | 624 | 521 | 532 |
| Autriche-Hongrie | 246 | 346 | 385 | 425 | 444 |
| Italie | 216 | 284 | 255 | 322 | 345 |
| Japon | 71 | 84 | 234 | 271 | 306 |
| Etats-Unis | 34 | 39 | 96 | 127 | 164 |

| Tonnage des vaisseaux de guerre des principales puissances (en milliers de tonnes) | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | <i>1880</i> | <i>1890</i> | <i>1900</i> | <i>1910</i> | <i>1914</i> |
| Grande-Bretagne | 650 | 679 | 1065 | 2174 | 2714 |
| France | 271 | 319 | 499 | 725 | 900 |
| Russie | 200 | 180 | 338 | 401 | 679 |
| Etats-Unis | 169 | 240 | 333 | 824 | 985 |
| Italie | 100 | 242 | 245 | 327 | 498 |
| Allemagne | 88 | 190 | 285 | 964 | 1305 |
| Autriche-Hongrie | 60 | 66 | 87 | 210 | 372 |
| Japon | 15 | 41 | 187 | 496 | 700 |

(Source : Kennedy : la montée et la descente des grandes puissances)

Pendant la course aux armements, plus menaçante que jamais en Europe, le BIP essaya de promouvoir la réconciliation entre l'Allemagne et la France. Une initiative vint du parlementaire allemand Ludwig Frank. Le Parlement allemand était sur le point de décider d'augmenter la longueur de la conscription, et Frank a voulu réfuter l'argument de la « nécessité » en montrant l'alternative de pourparlers avec la France. Le BIP fut invité à organiser une conférence des parlementaires allemands et français. Dans une atmosphère politique rude, c'était une tentative difficile. Beaucoup de parlementaires refusèrent d'assister à cette réunion. Des parlementaires allemands conspirèrent même contre les préparatifs en intimidant leurs collègues pour les empêcher de participer. En fin de compte, 39 parlementaires allemands rencontrèrent 190 députés français et 25 sénateurs, en mai 1913 à Berne. Tous les Allemands, sauf 11, étaient du Parti Social Démocrate. Les objectifs de la rencontre, proposés par le Secrétaire général Albert Gobat du BIP avant le début de la rencontre, étaient d'établir la nécessité de limiter les armements, de proposer des pistes et des moyens pour une solution pacifiste des conflits, et d'établir une Commission franco-allemande pour améliorer les relations entre les deux pays. Tous ces objectifs furent réalisés. L'année suivante une deuxième conférence franco-allemande fut projetée, mais les événements mondiaux ne permirent pas de l'organiser.

En 1913 le Congrès Universel de la Paix s'est tenu à La Haye. Les délégués du Congrès furent les premiers à inaugurer le Palais de la Paix, nouvellement réalisé à La Haye qui allait devenir les quartiers de la Cour Internationale d'Arbitrage. En 1914 le Congrès devait se tenir à Vienne. La "Grande Guerre" arrêta tous les préparatifs du Congrès en juillet 1914.

Le Prince autrichien Franz Ferdinand est assassiné à Sarajevo le 28 juin. Le gouvernement autrichien demande des comptes à la Serbie et la Russie se mobilise en défense de la Serbie. L'Allemagne déclare la guerre à la Russie le 1^{er} août, puis attaque la France à travers la Belgique neutre. La Russie et l'Angleterre entrent alors en guerre.

Le Conseil du BIP étant principalement composé de personnes dont les pays étaient en guerre, l'action politique devint difficile. Une scission s'effectua entre ceux qui insistaient pour une cessation immédiate des hostilités, et ceux qui voulaient une condamnation spéciale de l'Allemagne, qui avait violé la neutralité de la Belgique et du Luxembourg. Le BIP protesta contre la guerre et les violations du droit international. Il recommanda aussi la création d'une Organisation Internationale des Etats, et en particulier d'une Cour Mondiale. Par contre, le BIP s'est abstenu de toute action politique pendant la guerre. Au lieu de cela, il établit un service pour les prisonniers de guerre dès le début de la guerre. Ce service a envoyé plus de 800.000 lettres et cartes pour rechercher les personnes disparues jusqu'à la fin de 1919.

4. Après la Première Guerre mondiale **– multiplication des organisations de paix**

Après la « Grande Guerre », une des demandes du programme du BIP porta ses fruits : la création de la Société des Nations. Mais la Société eut beaucoup de défauts, qui vingt ans après mèneront à son abandon et à son échec. La session du Conseil du BIP d'août 1919 à Berne réclama une révision de la Convention de la Société des Nations. En particulier :

«L'énoncé, dans le préambule des statuts, des principes sur lesquels la Société des Nations sera basée; l'élaboration du code public international; la condamnation absolue de la

guerre; la stricte obligation de résoudre les conflits internationaux à l'amiable et par voie juridique; le droit de toutes les nations à se joindre à la Société des Nations avec pour seule condition qu'elles satisfassent aux obligations du Pacte - qui devraient être les mêmes pour tous les membres; la création de la Cour Internationale de Justice; l'abolition des armements nationaux et la création d'une armée et d'une marine internationales. » (qui seraient sous le contrôle de la Société des Nations).

Pendant plusieurs années le BIP - et les Congrès universels de la paix - soutiendront la Société des Nations tout en exigeant sa réforme.

Le mouvement pour la paix changea après 1918. Beaucoup de Sociétés de Paix perdirent de leurs membres. Par exemple, la Société suédoise de paix et d'arbitrage avait 20.077 membres payants à la fin de 1918 ; leur nombre déclina à 15.945 en 1919, puis à 7.217 en 1920, et enfin à 3.816 seulement en 1921.

Une raison de ce déclin a été l'établissement de nouvelles Organisations pour la Société des Nations. Elles incarnaient une partie spécifique et largement acceptée du programme du BIP. Comme beaucoup d'entre-elles étaient directement subventionnées par leurs gouvernements nationaux, elles avaient également plus de ressources. Des Sociétés de Paix se sont même retirées du BIP pour s'affilier à la *Fédération Mondiale des Organisations pour la Société des Nations*, notamment en Suisse, aux Pays Bas et au Danemark. Une fusion du BIP avec cette Fédération fut cependant écartée, car cela aurait signifié l'abandon du programme général du BIP et des critiques contre la Société des Nations.

Une autre raison du déclin du BIP a été l'émergence d'une aile antimilitariste plus forte et plus radicale dans le mouvement pour la paix. C'était un résultat logique de la guerre, qui avait radicalisé une génération entière. Le courant militant antimilitariste qui existait avant la guerre était une part minoritaire du BIP, mais le pacifisme classique et son programme, excepté l'espoir de voir un jour la Société des Nations devenir un Gouvernement Mondial, avaient perdu beaucoup de son attrait. Le conflit idéologique entre le Pacifisme et l'Antimilitarisme refaisait surface. Les radicaux mettaient en doute l'efficacité du programme du BIP, basé comme il était sur l'application du droit international ; ils désiraient combattre le nationalisme et le militarisme sans compromis et ils maintenaient une opposition totale aux militaires et aux armées. Ils commencèrent à encourager le refus de travailler dans des usines d'armement et la résistance à la guerre dans son sens plus large. Les pacifistes classiques désiraient une force de police internationale et soutenaient les guerres « défensives » et les armements. Les idéologies politiques renforcèrent cette division, car les mouvements de gauche ne voulaient pas coopérer avec les "bourgeois", et vice-versa.

Ces différences étaient vues comme irréconciliables par les dirigeants du BIP, et le mouvement se sépara. Le BIP émergea alors avec un profil plus clair : la paix à travers le développement et l'application du droit international. Ce courant était en perte de vitesse dans le mouvement pour la paix, comme l'était le BIP ; par ailleurs, beaucoup de nouveaux organismes de paix étaient créés au niveau national et international.

1915 : La Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - Women's International League for Peace and Freedom (WILPF)

La WILPF a ses racines dans l'Alliance du Suffrage International, une organisation déjà bien établie avec des pacifistes dans les rangs de ses dirigeants. Quand l'Alliance du suffrage annula son

congrès régulier à cause de la guerre, les membres hollandais de l'Alliance prirent l'initiative au début de 1915 d'organiser un congrès de femmes pour protester contre la guerre. Le congrès rassembla 1.136 femmes à La Haye en avril 1915. En conséquence, des délégations de femmes furent envoyées à 14 gouvernements en Europe, aux Etats-Unis et en Russie, avec un appel pour une conférence où les nations neutres effectueraient une médiation entre les nations belligérantes.

Le Comité International des Femmes pour la Paix Permanente fut instauré au Congrès de La Haye, et des sections furent créées dans plusieurs pays. Une conférence neutre non officielle s'est tenue à Stockholm en 1916, avec l'aide financière du millionnaire américain Henry Ford, mais ces efforts échouèrent quand l'Allemagne recommença les combats sous-marins et que les Etats-Unis entrèrent en guerre en avril 1917. Cependant les sections qui étaient créées dans de nombreux pays continuèrent leur travail, et après la capitulation allemande en 1918, un nouveau congrès fut organisé en mai 1919 à Zürich. Une constitution formelle pour la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté fut adoptée, et le bureau fut déplacé d'Amsterdam à Genève pour être près des quartiers généraux de la nouvelle Société des Nations.

1919: Le Mouvement International de la Réconciliation (MIR) - International Fellowship of Reconciliation (IFOR)

En marge de la deuxième conférence de La Haye de 1907, les participants des églises allemandes et anglaises discutèrent comment diminuer les tensions entre les pays. Après six années d'échanges entre les délégations de chrétiens de Grande-Bretagne et d'Allemagne, l'Alliance mondiale pour promouvoir l'amitié internationale à travers les églises était fondée lors d'un rassemblement à Constance, en Allemagne, les 1-3 août 1914. Le rassemblement de Constance s'est tenu la veille même de la guerre mondiale. Il s'est terminé le 3 août et les participants, qui étaient de 12 nations différentes furent envoyés hors d'Allemagne par le train dans des wagons scellés. Plusieurs des participants de la rencontre décidèrent de fonder une alliance de paix interconfessionnelle, et des "Confréries de la réconciliation" nationales ont commencé à apparaître. Tandis que l'Alliance Mondiale était particulièrement concernée par la coopération internationale, les membres des *fellowships* se concentraient sur des engagements personnels à combattre la guerre : la non-violence et le Sermon sur la Montagne. Après la guerre, lors d'une rencontre à Bilthoven, aux Pays-Bas en octobre 1919, quelques 40 pacifistes se réunirent pour créer l'« *International Fellowship of Reconciliation* » (IFOR). Des secrétaires voyageurs furent envoyés, et fondèrent des branches d'IFOR dans la plupart des pays occidentaux, ainsi qu'au Japon, en Chine, Australie, Nouvelle-Zélande, et plus tard en Afrique et en Amérique latine. Le premier secrétaire d'IFOR, Pierre Cérésolle, a aussi été le fondateur du Service Civil International.

1921 : L'Internationale des Résistants à la Guerre (IRG) – War Resisters International (WRI)

L'histoire de la WRI remonte à 1904, lors d'un Congrès international antimilitariste tenu aux Pays-Bas. Ce congrès a donné naissance à l'Association Internationale des Antimilitaristes, qui, jusqu'à la guerre, a surtout fonctionné aux Pays-Bas. Après la guerre, des organisations nationales se sont formées, essayant de combiner pacifisme individuel et critique économique des structures de classe. L'Association des antimilitaristes se réunit de nouveau en congrès en 1919, et définit ses quatre motivations : le rejet des contraintes personnelles imposées par le militarisme, le rejet de toutes les formes de violence, le rejet de toute action militaire en tant que "chien de garde de l'Etat", et le rejet de l'Etat capitaliste. À son troisième congrès, en 1921, l'Association se divise : à

l'initiative des Quakers, quatre organisations nationales d'antimilitaristes non-violents créent leur propre mouvement international, initialement appelé "*Paco*" (le mot espéranto pour la paix), avec un fusil cassé comme symbole commun. En 1922, le nom fut changé en *War Resisters International* (WRI). L'antimilitarisme anarcho-syndicaliste déclina après 1921, et l'Association des Antimilitaristes disparut en 1940. Le WRI se développa rapidement pendant les vagues de paix des années 1920 et 1930, et en 1933 il était représenté dans 24 pays, se concentrant sur l'objection de conscience au service militaire.

Une vague de paix dans les années 1920

Dans la période qui suivit 1920 il y eut un grand mouvement de paix en Europe. Aux Pays-Bas, des pétitions d'un million et demi de signatures contre la Loi navale furent soumises au Parlement en 1924. « *Kerk en Vrede* » (Eglise et Paix) était l'un des initiateurs des pétitions. La Loi navale fut par la suite rejetée. En Allemagne, la *Deutsche Friedensgesellschaft* (DFG) comptait 30.000 membres en 1926. En Suède, le "Général Blanc", ainsi appelé parce qu'il était habillé en blanc et conduisait une voiture blanche, était un orateur si efficace, lors de ses meetings itinérants, que de nouveaux groupes de paix apparaissaient partout où il passait. Les adhésions à la Société Suédoise de Paix et d'Arbitrage s'élevèrent au chiffre record de 49.000, et à 1.482 sections locales en 1930.

Le BIP, néanmoins, tout en favorisant la « Paix par le Droit International », voyait l'influence de ce courant décliner. En 1922, ses dirigeants décidèrent d'agir pour réaliser une plus grande coordination dans le mouvement pour la paix ; le BIP déclara aussi plus tard qu'il considérait les courants propageant la résistance à la guerre et la défense militaire comme égaux.

En 1923 le BIP proposa un *Comité International pour la Coordination des Forces Pacifistes* (CIC dans son acronyme français) lors d'une rencontre à Bâle avec la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (WILPF), l'Alliance Mondiale pour la Promotion de l'Amitié Internationale à travers les Eglises et l'Association Internationale des Francs-maçons. Plus tard beaucoup d'autres organisations prirent part à ces rencontres : la Fédération mondiale des organisations pour la Société des Nations, l'Association Internationale des Syndicats, l'Institut du Droit International, le Comité International d'Action Démocratique, le Conseil International des Femmes, le Bureau International de l'Education, le Syndicat International des Enseignants, l'Union des Ligues pour les Droits de l'Homme, la Ligue Mondiale de la Jeunesse, et l'Union des Associations Internationales.

1927 : Le Comité International pour la Coordination des Forces Pacifistes (CIC) et le "Joint Peace Council"

Les règles officielles du CIC n'ont cependant pas été approuvées avant 1927, et d'abord par seulement cinq des plus petites organisations ; les organisations des ailes gauches et radicales du mouvement pour la paix manquaient. En fait le CIC ne parvint pas empêcher la scission dans le mouvement pour la paix qui s'élargit même. En 1928 les mouvements de la paix radicaux créèrent leur propre réseau, le *Joint Peace Council* (« Conseil commun pour la paix »). Ce réseau se concentrait sur l'objection au service militaire, et en 1930 un appel contre la conscription ("une forme d'esclavage") était lancé : "L'éducation militaire est un entraînement du cerveau et du corps à l'art de tuer. C'est une éducation à la guerre. - Elle stoppe le développement de la recherche de la paix." L'appel était signé par la présidente du WILPF Jane Addams, Sigmund Freud, Thomas Mann, Upton Sinclair, Stefan Zweig, Selma Lagerlöf, Bertrand Russell et H.G. Wells, entre autres.

Les activités du CIC étaient principalement de présenter des rapports communs, par exemple pendant la 9ème Assemblée Générale de la Société des Nations en 1928, quand des mesures de désarmement furent demandées. Au 10ème anniversaire de la Société des Nations en 1930, le CIC organisa un événement public à Genève.

Le Comité de Coordination n'a jamais été très fort ou uni. Au début de 1932 la Conférence sur le Désarmement se tint à Genève, les efforts pour tomber d'accord sur un manifeste commun des mouvements de la paix échouèrent, et les différentes organisations firent chacune leurs propres rapports séparés à la Conférence - un modèle qui s'est répété plus récemment pendant les Sessions Spéciales des Nations Unies sur le Désarmement en 1978, 1982 et 1988.

Désamorçage de la poudrière européenne

Au début de 1929, le BIP se concentra particulièrement sur la situation dans les Balkans, "la poudrière européenne". Le Congrès Universel de la Paix de 1929 à Athènes proposa la tenue de Conférences balkaniques annuelles pour rapprocher les nations sur les plans « intellectuel, matériel, économique et politique. » Les officiers du BIP visitèrent Constantinople (Istanbul), Sofia, Bucarest et Belgrade, où ils rencontrèrent des membres des gouvernements et autres personnalités. Des Sociétés de Paix furent fondées en Grèce, Roumanie et Bulgarie à la suite de ces visites. Une première Conférence gouvernementale des Balkans s'est tenue sous les auspices du BIP à Athènes en 1930, avec la participation des représentants d'Albanie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Turquie et Yougoslavie. Plus tard, des conférences seront tenues en 1931-1933, qui déboucheront sur le Traité des Balkans entre la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie en 1934.

Le renoncement à la guerre

En 1928, le *Pacte Briand-Kellogg*, ou « Traité général de renonciation à la guerre » fut signé à Paris. 61 pays adhérèrent à ce pacte condamnant le « *recours à la guerre pour le règlement des aux différents internationaux* » et renonçant à la guerre comme instrument de politique nationale. Ils approuvèrent ce qui suit : « *le règlement ou la solution de tous les différents ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles* [les parties contractantes], *ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques.* » Tout en n'étant pas très spécifique, le Pacte conduisit à une première conférence pour discuter d'une réduction et limitation universelles de tous les types d'armements. La Conférence Mondiale du Désarmement qui commença à se réunir en 1932 se tenait sous les auspices de la Société des Nations, et plus de 60 Etats y participèrent.

Naturellement, le BIP focalisa son attention sur cette conférence. Tous les parlementaires des chambres hautes et basses des Etats européens, soit 15.000 individus, reçurent une lettre du BIP dans leur propre langue. Les deux Congrès Universels de la Paix de 1931 et 1932 se concentrèrent sur la Conférence du Désarmement, le second exigeant de la conférence les étapes concrètes suivantes :

1. Elimination des armes chimiques, bactériologiques et incendiaires et de leur préparation en temps de paix, et le contrôle international strict et permanent des usines qui pourraient les produire.
2. Internationalisation des Forces aériennes sous l'autorité de la Société des Nations.

3. Désarmement qualitatif ; élimination des armements particulièrement agressifs : bombardiers et avions de combats, porte-avions, artillerie lourde, tanks, grands vaisseaux de guerre et sous-marins.
4. Élimination de la production et du commerce privés des armes ; internationalisation (mise sous le contrôle de la Société des Nations) de la production et la vente de matériel de défense ou de police.
5. Réduction directe par catégories, et réduction indirecte ou budgétaire des armements encore autorisés, proportionnellement à l'augmentation de la sécurité assurée par la Convention elle-même.
6. Contrôle général, permanent et égal pour tous les pays souscrivant à la Convention.

Les propositions qui ont été discutées à la conférence du désarmement étaient importantes et sérieuses. Cependant, beaucoup d'états ont pris une ligne dure ce qui rendit le succès peu probable. Quand l'Allemagne s'est retirée de la Société des Nations et a réarmé, en violation du Traité de Versailles, la Conférence s'est brisée. En 1936 la Société des Nations suspendit la Conférence, et elle ne fut jamais re-convoquée.

Approche du désastre

Le BIP éprouvait des problèmes croissants en tant qu'organisation. Quand Hitler vint au pouvoir en Allemagne, et avec la montée du fascisme dans d'autres pays, les pacifistes furent persécutés, ou quittèrent les organisations de paix. D'importantes Sociétés de Paix en Allemagne – la *Deutsche Friedensgesellschaft* (DFG) – et en Autriche furent dissoutes. Le Conseil National de la Paix britannique existait seulement sur le papier. Cependant il y avait des organisations de paix actives en ce temps-là, par exemple le *Peace Pledge Union* en Grande-Bretagne, mais elles n'adhéraient pas au BIP. Les appels du BIP avant la 2^{ème} guerre mondiale passèrent pratiquement inaperçus.

Un de ces appels fut la demande d'une conférence internationale entre les Etats Européens, les Etats-Unis et autres, à la fois "totalitaires et démocratiques". Dans une lettre à tous les ministres des affaires étrangères, peu de temps après les Accords de Munich, en 1939, le BIP écrivait :

« Comment la paix devrait-elle être organisée ? Il nous semble clair que des Accords partiels et limités, tels que ceux récents (de Munich), ne constituent pas une base suffisante pour la paix générale, - spécialement puisque d'autres manifestations semblent contredire l'esprit de ces accords, et que de nouvelles difficultés sont constamment soulevées. »

Le but de la Conférence Internationale était d'organiser la paix et de réduire les armements. La lettre déclarait que :

« Tous les principaux leaders du vieux, aussi bien que du nouveau continent ont vu, compris et déclaré la nécessité de cette Conférence, ouverte à tous. Le Président Roosevelt en particulier, en a souligné son urgence. »

« Mais personne ne prend l'initiative d'envoyer une convocation pour cette conférence, comme l'avait fait le Tsar Nicolas II pour la première conférence de La Haye en 1898, personne n'ose assumer l'initiative et formuler une proposition ferme. Nous vous demandons - au nom du BIP, au nom de tous ceux qui combattent pour la paix et essayent d'empêcher la guerre, au nom de tous les peuples dont les sentiments profonds se sont si fortement manifestés - de provoquer cette Conférence Internationale nécessaire. »

Un mémorandum, décrivant la portée, le but, la composition et les pouvoirs, la durée et l'urgence de la conférence était joint à cette lettre. Le Président Roosevelt, en particulier, était fortement incité à prendre l'initiative. En même temps les dictateurs en Allemagne, en Italie et au Japon étaient énergiquement condamnés. Le Président du BIP, Henri La Fontaine, avec une brillante éloquence, écrivait dans l'éditorial du *Mouvement Pacifiste* de janvier 1939:

« Bien que certains, dans les pays spectateurs proches ou lointains, ont pu approuver les méthodes monstrueuses, brutes et lâches avec lesquelles les dictateurs italiens, allemands et japonais ont eu l'impudence criminelle de traîner le nom de leurs peuples dans la boue, étouffant, par une terreur qui appartient aux époques les plus sinistres du passé, dans le plus effrayant accord, d'abord ce qui s'est produit en Ethiopie, puis en Chine et en Espagne, resteront toujours, pour ceux qui étaient les profiteurs et les flatteurs, une honte indélébile, semblable à la marque déshonorante infligée autrefois aux prisonniers dans les prisons. »¹

L'initiative pour une conférence internationale n'a pas été prise. Les préparatifs de guerre étaient trop avancés. L'Italie, l'Allemagne (en Espagne) et le Japon étaient déjà en guerre, et la plus grande catastrophe jamais faite de main d'homme commençait.

Après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Pologne en 1939, les rencontres et la communication entre les pacifistes devinrent presque impossibles. Le BIP était dirigé par un Comité Permanent en Suisse. Ce Comité condamnait l'Allemagne et ses actions barbares, et demandait aux pays neutres de cesser leur neutralité et aux Etats-Unis d'entrer en guerre.

Sans contact avec ses organisations membres, le BIP restreignit ses activités à l'aide aux prisonniers de guerre, aux déportés et aux réfugiés. La continuité du BIP fut assurée par un Comité des Parrains en Suisse, qui apporta au Bureau un soutien moral et financier.

¹ N.d.t.: Le texte original de ce passage en français nous faisant défaut, nous l'avons retraduit de l'anglais.

5. Un nouveau départ après la deuxième guerre mondiale

Les Nazis avaient interdit les organisations de paix dans les pays occupés par l'Allemagne pendant la guerre. La plupart des organisations membres du BIP avaient été dissoutes, quant aux organisations restantes, elles avaient peu de membres et une petite activité. Lors de la première session du Conseil du BIP après la guerre, le 10 septembre 1946, on nota que les structures organisationnelles étaient restées intactes seulement aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Suède et en Suisse. Le BIP n'était pas représentatif du mouvement pour la paix. Il devenait nécessaire d'augmenter ses adhérents, spécialement avec de nouvelles organisations internationales de paix, et aussi de redéfinir son rôle et son programme. Un nouvel objectif majeur pour le mouvement pour la paix d'après-guerre était la bombe atomique, qui devenait déjà une inquiétude pour les Etats-Unis, où le Conseil pour un Monde Vivable, fut formé par des scientifiques américains en 1946.

Un mouvement qui s'est étendu rapidement en 1947 et 1948, est le mouvement pour un fédéralisme mondial. En 1947 le Mouvement Mondial pour un Gouvernement Fédéral Mondial était fondé avec l'appui de nombreux parlementaires. L'ancien soldat US Gary Davis déclara à Paris en 1948 qu'il avait renoncé à la citoyenneté américaine pour devenir Citoyen du Monde, et démarra un mouvement dans beaucoup de pays. En 1949 un Congrès Fédéraliste Mondial avec 300 participants de 25 pays fut présidé par Lord Boyd Orr, qui avait reçu le Prix Nobel de la Paix la même année. En décembre 1950 un « Parlement des Peuples du Monde » s'est tenu à Genève, avec 500 participants de 45 pays.

Afin d'inaugurer la coopération entre les nouvelles organisations, une "Rencontre Internationale des Leaders du Mouvement pour la paix" fut organisée à Genève du 12 au 14 septembre 1946. Les membres britanniques du Conseil du BIP préparèrent une ébauche des nouvelles règles visant à une réorganisation radicale sur la base d'une union de toutes les forces de l'internationalisme. Mais le BIP était divisé sur la question. Il y avait une majorité de pacifistes "classiques" parmi le restant des membres du Conseil. Ceux-ci hésitaient à donner aux antimilitaristes et autres organisations un plus grand rôle dans le BIP, effrayés à l'idée que les buts premiers du BIP pourraient être perdus. En août 1947 une réunion du Conseil du BIP à Bruxelles échoua sur l'accord d'une réorganisation. Les réformateurs, menés par le *National Peace Council* de Grande Bretagne et son directeur Gerald Bailey perdirent patience. Ils se retirèrent du BIP et prirent l'initiative d'établir une Union Mondiale des Organisations de Paix (WUPO) lors d'une rencontre à Saint-Cergue, (Vaud) en Suisse, en septembre 1947.

Les discussions sur la façon de relancer les restes du BIP se poursuivirent avec des membres du Conseil, tandis que d'autres désiraient une fusion avec les réformateurs. Le Conseil, cependant, ne réussit pas à obtenir l'appui du mouvement pacifiste dans son ensemble. En octobre 1950 le Secrétaire Général du BIP, Henri Golay, mourut, et après lui le BIP n'exista plus que sur le papier. Il fut légalement dissout en 1959, quand le Tribunal Fédéral Suisse déclara que l'Union Internationale des Sociétés de Paix, l'organisation mère du BIP original, avait cessé d'exister. En janvier 1961 le Conseil Fédéral Suisse remit les capitaux de l'ancien BIP à ILCOP/BIP (voir ci-dessous), qui devint de ce fait le successeur légal du BIP.

Mais déjà à partir de 1947, les réformateurs prirent la direction des anciennes activités du BIP. Lors d'une rencontre à Bruxelles en 1948, une constitution pour la WUPO était adoptée, et des contacts étaient pris avec des organisations internationales à Genève et ailleurs. Bientôt il devint clair pour les réformateurs que l'objectif d'une Union officielle était trop ambitieux; beaucoup de d'organisations internationales, nouvelles ou encore existantes, désiraient participer à une

conférence annuelle et à des échanges d'informations sur les questions de la paix, mais pas à une Union officielle. De nouvelles règles furent alors élaborées, et, lors d'une rencontre de Genève, en septembre 1948, la création d'un comité de liaison fut proposé au lieu d'une Union Mondiale. Pour mobiliser le soutien du comité de liaison, le *National Peace Council* et autres organisations de paix impliquées décidèrent d'une rencontre pour l'année suivante, de nouveau à Saint-Cergue, Suisse. C'est lors de cette rencontre, du 7 au 12 septembre 1949, que le Comité International de Liaison des Organisations pour la Paix (ILCOP) fut formellement établi.

1949: Le Comité International de Liaison des Organisations pour la Paix - International Liaison Committee of Organisations for Peace (ILCOP)

L'ILCOP était un enfant né dans la désillusion. L'alliance des temps de guerre s'était désagrégée alors que l'Union Soviétique faisant le blocus de Berlin en juillet 1948, et que l'OTAN était instaurée en avril 1949.

A son début, en septembre 1949, ILCOP était un comité de coordination pour les organisations internationales de paix et les « Conseils de Paix » nationaux, organes tutélaires des groupes de paix nationaux. Treize organisations étaient affiliées, y compris six Conseils de Paix. Les adhésions augmentèrent bientôt. Au début de 1951 il y avait 20 membres adhérents :

- Equipes de la Paix
- Union de Paix Finlandaise
- Friedens-Kartell (Allemagne)
- Comité des Amis de la Paix (Grande Bretagne, membre correspondant)
- Amis du Comité Mondial pour la Consultation
- International Fellowship of Reconciliation, IFOR
- Mouvement International des Etudiants Catholiques
- Mouvement International des Intellectuels Catholiques
- National Peace Conference (USA)
- National Peace Council (Grande-Bretagne)
- National Peace Council de Norvège.
- Nederlandse Beweging Tot Bevordering van de Internationale Vrede en de Internationale Veiligheid (Pays-Bas)
- Peace Pledge Union PPU (Grande-Bretagne, membre correspondant)
- SCI Service Civil International
- Conseil de Paix Suédois
- Société de Paix et d'Arbitrage Suédoise (SPAS)
- Conseil de Paix Suisse
- War Resisters International (WRI)
- Mouvement Mondial pour le Gouvernement Fédéral Mondial.
- Ligue Mondiale pour l'Amitié de la Jeunesse

La première session officielle des organisations membres s'est tenue le lendemain de la conférence de Saint Cergue, le 13 septembre 1949. Elle adopta les objectifs suivants :

- a) Promotion de la consultation et de l'action coopérative parmi les organisations internationales et conseils nationaux travaillant pour un monde uni et pacifique.

- b) Organisation d'une conférence internationale annuelle et représentative pour traiter des problèmes actuels dans les affaires mondiales.
- c) Echange d'informations sur les activités des organisations coopérantes et autres sujets pertinents.
- d) Promotion de la coopération entre les conseils de paix nationaux eux-mêmes.

Un but implicite de ILCOP était de poursuivre la tradition du BIP. Les figures centrales dans cet effort de réorganiser le BIP d'avant-guerre furent E.A. Lindblom du Conseil Suédois de la Paix et président du SPAS (Swedish Peace and Arbitration Society), Gerald Bailey du Conseil National de la Paix britannique, Ernst Wolf, président du Conseil Suisse de la Paix, et Marie-Madeleine Wolf, de Suisse, qui agirent respectivement comme président et secrétaire de ILCOP pendant cette période. Le Sénateur Lindblom avait été trésorier du BIP avant la guerre, un poste qu'il reprit dans ILCOP.

Une des premières activités de ILCOP a été de publier le « Bulletin de l'ILCOP » en anglais et français. Là encore, le commencement fut modeste : la machine à écrire a dû être empruntée. Suivant la tradition du BIP, ILCOP commença à organiser des congrès annuels. Ce n'étaient plus « des Congrès Universels de la Paix » mais des séminaires avec un thème spécifique.

Le premier de ces séminaires fut organisé en septembre 1950 à Royaumont, en France. Son titre était "Les Pays sous-développés et la Paix dans le Monde". Juste après le séminaire, Ernst Wolf, de Suisse, fut élu Président d'ILCOP. Il devint plus tard président du BIP reconstruit, poste qu'il a tenu jusqu'en 1974. Jusqu'à fin 1961 il n'y avait pas de bureau permanent, ou de personnel travaillant pour ILCOP.

En mars 1950 l'"Appel de Stockholm" contre les armes nucléaires fut émis par le Conseil Mondial de la Paix, recevant un grand retentissement dans toute l'Europe. Toutefois, une des conséquences de cet Appel a été de diviser le Mouvement pour la paix le long des frontières de la Guerre Froide, le Conseil Mondial de la Paix à l'Est et les autres mouvements de paix à l'Ouest.

1949 : Le Conseil Mondial de la Paix – World Peace Council (WPC)

Pendant la crise de Berlin en 1948-49, un groupe d'écrivains, scientifiques et autres intellectuels se réunirent à Wroclaw, Pologne. Ils encouragèrent le développement de groupes de "défenseurs de la paix" dans plusieurs pays. En avril 1949 le premier Congrès Mondial de la Paix fut organisé à Paris avec 2200 délégués de 72 pays présents. Ceci conduisit à l'établissement du *Comité Mondial des Partisans pour la Paix*. Beaucoup de délégués se virent refuser leurs visas par les autorités françaises et un congrès simultané eut lieu à Prague. Le Professeur Joliot-Curie, alors Haut Commissaire à l'Energie Atomique en France, fut élu président du Congrès.

Le manifeste qui fut adopté au Congrès reflète l'urgence et la crainte que les participants ressentent envers la guerre froide émergente :

"Quatre ans après la tragédie de la deuxième guerre mondiale, les peuples ont été jetés dans une périlleuse course aux armements".

"Dans diverses régions du monde les feux de la guerre brûlent encore, allumés et maintenus par l'intervention d'Etats étrangers et l'action directe de leurs forces armées".

"La rupture délibérée des relations économiques entre des groupes de pays a déjà pris le caractère d'un blocus de guerre. Les protagonistes de la guerre froide sont partis d'un simple chantage à la préparation ouverte d'une guerre."

En mars 1950 le Comité se réunit à Stockholm et lança « l'Appel de Stockholm » réclamant le bannissement de la bombe atomique :

"Nous exigeons le bannissement absolu de la bombe atomique, arme de terreur et d'extermination massive des populations.

Nous exigeons l'établissement d'un contrôle international strict pour assurer l'application de ce bannissement.

Nous considérons que le premier Gouvernement qui utiliserait l'arme atomique contre n'importe quel autre pays commettrait un crime contre l'humanité et devrait être traité comme criminel de guerre.

Nous appelons tous les hommes de bonne volonté à travers le monde à signer cet Appel."

Les armes nucléaires américaines étaient évidemment visées par l'Union Soviétique. Les Etats-Unis avaient encore le monopole nucléaire en ce temps-là. L'Union Soviétique fit exploser une arme nucléaire en 1949, aucune en 1950, et deux en 1951. Il était logique que l'Union Soviétique soutiendrait l'Appel de Stockholm et le Comité. Selon le Comité, 500 millions de signatures furent collectées, la plupart venant des pays communistes. Pour la récolte de ces noms des comités de paix nationaux furent créés dans de nombreux de pays.

Le deuxième Congrès Mondial se tint à Varsovie en novembre 1950. Il avait d'abord été prévu à Sheffield, en Angleterre, mais des visas ayant été refusés à beaucoup de délégués il a été déplacé en Pologne. Là, une constitution permanente pour le *Conseil Mondial de la Paix*, succédant au Comité des Partisans pour la Paix, fut adoptée. Les congrès suivants se sont tenus à Helsinki et à Stockholm.

Originellement basé à Paris, le WPC (*World Peace Council*) a été accusé par le gouvernement français d'être engagé dans les activités de la "cinquième colonne", et expulsé en 1952. Ses quartiers généraux furent déplacés à Prague et puis à Vienne, où ils furent interdits par le gouvernement autrichien en 1957. Il continua cependant ses activités à Vienne sans utiliser le nom de WPC et se déplaça, en 1968, à Helsinki en reprenant son nom original.

En juin 1975 un deuxième « Appel de Stockholm » fut lancé lors d'une nouvelle détente entre l'Est et l'Ouest, avec une tonalité pleine d'espoir :

"Les victoires de la paix et de la détente ont créé un nouveau climat international, de nouveaux espoirs, une nouvelle confiance, un nouvel optimisme parmi les peuples."

La nouvelle détente n'a pas toutefois pas été suivie du désarmement, et l'Appel réclama une halte dans la course aux armements pour rendre la détente irréversible, afin de se diriger vers un nouvel Ordre Economique International permettant de défendre la paix et de bâtir un nouveau monde.

Selon le Conseil Mondial de la Paix, (WPC) sept cent millions de personnes signèrent le deuxième Appel de Stockholm. Vers la fin des années 80 le WPC déclara avoir plus de 2000 participants et mouvements de 140 pays, et plus de 30 organisations internationales. (il n'y avait aucune adhésion formelle ou cotisation de membres). Tout ceci en aurait fait de loin la principale

organisation de paix du monde, mais elle a toujours eu de la difficulté à obtenir la coopération des organisations de paix de l'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, en raison de son affiliation évidente aux pays socialistes et à la politique étrangère de l'Union Soviétique. Il était particulièrement difficile d'accepter que le WPC publia une déclaration pour justifier, au lieu de le condamner, l'essai nucléaire atmosphérique repris unilatéralement par l'Union Soviétique en 1961. En 1979, le Conseil Mondial de la Paix expliqua l'invasion soviétique de l'Afghanistan comme un acte de solidarité face aux agressions chinoise et américaine contre ce pays.

La guerre froide s'étend aux mouvements de la paix

Bo Beskow, un participant suédois au Congrès mondial de la paix de 1949 à Paris, rapporta dans le journal *Freden* de la SPAS, que le mouvement prétendait avoir 600 millions de membres (pour la Corée du nord le nombre donné était de 31 millions – plus que la population totale!). Il écrivit également qu'aucune contribution spontanée ou discussion libre n'était permise, et que le célèbre Citoyen du monde, Gary Davis, avait été empêché de parler. « L'atmosphère agressive et guerrière de ce meeting de paix ne peut être décrite. Le mot « Paix » peut-il redevenir propre après cela ? » L'article de Beskow était une réponse à un article écrit dans le même journal par un membre du Congrès Mondial de la Paix suédois, John Takman, disant qu'apparemment le Congrès n'avait pas souhaité entendre Gary Davis, et que le Congrès n'était pas une foire où tout le monde pouvait venir proposer ses opinions; ce à quoi Beskow répliqua qu'il était faux d'appeler « Congrès de la Paix » un meeting de propagande politique. Beaucoup de discussions semblables s'en suivirent.

Quand un relais pour la paix fut organisé à partir d'Oslo pour atteindre le meeting du WPC de 1950 à Stockholm, le message incluait le vœu "de repousser les agresseurs anglo-américains hors du territoire norvégien" (la Norvège venait de rejoindre le Traité de l'Atlantique Nord). L'énergique activité du Congrès Mondial de la Paix a brouillé la distinction entre Paix et Communisme dans l'opinion publique: un activiste pour la paix est devenu synonyme de communiste. L'organe du parti soviétique la Pravda écrivait "le mouvement pour la paix des peuples n'a rien de commun avec un pacifisme bourgeois", il "se développe sous la devise: Amitié et solidarité avec l'Union Soviétique".

En Suède, en raison de l'Appel de Stockholm et du sentiment que le WPC faisait de Stockholm une sorte de Quartier Général, les réactions des mouvements pacifiste étaient très négatives. Ils déclarèrent que le Mouvement Suédois de la Paix n'était en aucun cas engagé et que le propos du nouveau mouvement était de faire la propagande pour le Stalinisme Russe. Un désaveu fut signé par le Conseil Suédois de la Paix, la section suédoise de WILPF, SPAS, la Mission Mondiale de la Paix, les Fédéralistes Mondiaux et autres, et le peuple fut également mis en garde contre la signature de l'Appel de Stockholm : "L'initiative n'est qu'une propagande politique camouflée", ceux qui la signe risquent "d'être utilisés pour des buts totalement différents que ceux qui font avancer la paix."

ILCOP se distança du WPC dès le commencement. Le feuillet de présentation d'ILCOP de 1953 déclarait que "ILCOP n'est pas associé avec le WPC ni avec aucune de ses associations nationales." Mais par ses ressources énormes et ses activités constantes le WPC était difficile à éviter par les autres organisations de paix. Il organisait continuellement d'importants événements et conférences avec des milliers de participants, et distribuait généreusement ses bulletins, ses journaux et magazines en plusieurs langues aux organisations et aux activistes de la paix. Il tenta aussi à maintes reprises de créer des organes de liaison avec le mouvement pour la paix, contrôlés par le WPC et sa ligne prosoviétique, selon une stratégie bolchevique déjà utilisée avec succès pour la constitution des (Conseils) Soviets, locaux et nationaux, pendant la révolution de 1917 en Russie.

Un exemple est la conférence de 1967 sur le Vietnam (voir ci-dessous), quand le WPC essaya de créer un comité permanent. Au "Congrès Mondial des Forces de Paix " à Moscou en 1973, un *Forum International de Liaison des Forces de Paix* a été mis en place. A l'époque, le vice-président du BIP Arthur Booth, (ILCOP avait alors repris le nom en BIP) qui participait pour la moitié au nom du BIP écrivit que le but était "de maintenir des mécanismes minimaux pour maintenir la liaison entre les organismes de paix, que le Congrès de Moscou avait relevé." Les responsables du BIP, Sean MacBride et Arthur Booth, prirent part au début à ce forum de liaison, mais comme il fut mal utilisé par le WPC, IPB s'en retira par la suite. Entièrement dominé par le WPC, ce Forum de liaison, était régulièrement appelé à organiser les principaux Congrès comme ceux qui se sont tenus à Prague en 1983 et à Copenhague 1986.

La principale activité de ILCOP devint l'organisation de conférences annuelles. Entre 1951 et 1959 elles se sont tenues tous les ans en août, et concentrées sur les Nations Unies, la médiation, la guerre froide, et les aspects sociaux, économiques, scientifiques et psychologiques de la paix. Les autres activités étaient d'assurer la liaison entre les organisations de paix existantes, d'essayer de développer de telles organisations là où il n'en existait pas, et d'informer les organisations pacifistes sur les activités dans les autres pays, à travers le Bulletin de ILCOP. Pendant cette période des contacts furent établis avec des organisations en Inde, en Extrême-Orient, aux Etats-Unis et en Europe. Les responsables de ILCOP voyageaient beaucoup et écrivaient des rapports sur leurs rencontres avec les mouvements pacifistes dans le Bulletin. Les contacts internationaux entre les mouvements de paix étaient mal développés et difficiles. L'ILCOP et ses filiales devaient lutter avec des ressources insuffisantes, le McCarthyisme et les problèmes de visa (pour les Etats-Unis), et le fait que les structures du mouvement pour la paix s'étaient généralement désintégrées pendant la guerre. Mais les graines du mouvement pacifiste d'après guerre dans les pays occidentaux étaient plantées; une nouvelle vague d'activisme pour la paix devait bientôt venir.

Les tensions Est-ouest, les essais nucléaires et la solidarité avec les pays du Tiers-Monde devinrent le souci principal des organisations membres pendant cette période. En Grande-Bretagne le Conseil national de la paix essaya d'encourager une initiative britannique pour le désarmement mondial, soutint l'admission du gouvernement chinois à l'adhésion de l'ONU et encouragea la cessation des explosions expérimentales de la bombe à hydrogène par les USA et l'URSS. Les membres du Conseil national de la paix eurent des entretiens privés avec le ministre des Affaires étrangères britannique et autres au sujet du conflit Coréen. En Suède, le Conseil de Paix Suédois et la SPAS firent un voyage d'études en Union Soviétique, donnèrent des centaines de conférences dans les écoles et les églises, rassemblèrent des fonds pour les réfugiés et s'opposèrent avec succès à un programme d'armes nucléaires Suédois. Le Conseil Suisse de la Paix se mobilisa sur les essais nucléaires, et fit pression sur le Gouvernement suisse pour augmenter l'aide au développement et travailler à la cessation des essais nucléaires.

Aux, par contre, Etats-Unis la coordination nationale des activités de paix éprouva des difficultés. La US-ILCOP affiliée à la Conférence Nationale de la Paix cessa d'exister en 1954. A sa place, le Conseil National pour la Prévention de la Guerre, fondé en octobre 1921 et partenaire du BIP d'avant-guerre, devint membre de ILCOP, mais a finalement aussi suspendu ses activités la même année.

La vague de paix des années 50

Après la vague d'internationalisme communiste, le mouvement pour la paix vécut une deuxième "vague d'après-guerre" commençant à la fin des années 1950. Avec les Etats-Unis et l'Union Soviétique ayant également la bombe, il devenait possible d'avoir une relativement

respectable position "neutraliste" ou "non-alignée" face aux armes nucléaires. L'initiateur immédiat de la vague a été l'essai atmosphérique de la bombe à hydrogène: pendant l'année 1954 une série d'essais de la bombe H dans le Pacifique par les USA avait dispersé de la cendre radioactive sur les 23 membres d'équipage du bateau de pêche japonais "Dragon Chanceux". Des organisations japonaises récoltèrent alors 32 millions de signatures demandant une interdiction totale des armes nucléaires. Ces organisations formèrent en 1955 le Conseil Japonais Contre les Bombes Atomiques et Hydrogènes (*Gensuikyo*). Bertrand Russell publia en 1955 un appel contre les projets britanniques pour une bombe à hydrogène. Le mouvement *Pugwash* des scientifiques s'en suivit. La Grande-Bretagne a néanmoins rejoint le club nucléaire en 1957, et en 1958 la Campagne pour le Désarmement Nucléaire (CND) fut créée. La même année, le mouvement britannique de la paix commença à organiser les "marches de Pâques" ou "d'Aldermaston" (nom du lieu des installations nucléaire britanniques).

Un appel semblable à l'initiative britannique, l'Appel de Göttingen, a été émis en République Fédérale d'Allemagne en 1957 par un nombre de physiciens nucléaires ouest-allemands. Aux Etats-Unis, le Comité National pour une Politique Nucléaire Raisonnée, connu sous le nom de *Sane* (Censé), fut créé en 1957, et lança une annonce dans le New York Times avec le gros titre "Nous sommes face à un danger, à la différence qu'un tel danger n'a encore jamais existé". En Suède, le Groupe d'Action Contre une Bombe Atomique Suédoise (AMSA), un collectif de nombreux mouvements populaires, se constitua et 95.000 signatures furent rassemblées en 1957 et 1958 contre les projets d'une arme nucléaire Suédoise. Il parvint à retourner complètement l'opinion publique contre les armes nucléaires et rendit la décision politiquement impossible.

Question : La Suède devrait-elle acquérir des armes nucléaires ?

| | Oui | Non | Ne sais pas |
|--------------|------|------|-------------|
| Juin 1957 | 40 % | 36 % | 24 % |
| Octobre 1959 | 29 % | 51 % | 20 % |
| Mars 1961 | 21 % | 56 % | 23 % |
| Automne 1969 | 17 % | 69 % | 14 % |

(source : sondages d'opinion par SIFO rapportés dans *Fogelström : Kampen För Fred*)

1963 : Confédération Internationale pour le Désarmement et la Paix – International Confederation for Disarmament and Peace (ICDP)

Vers 1960 les leaders d'un certain nombre de groupes du type CND, ou autres nouveaux « pacifistes nucléaires », avaient commencé à sentir le besoin d'une fédération mondiale. Certains avaient assisté aux congrès parrainés par le Conseil Mondial de la Paix et réprouvé leur caractère prosoviétique. Des observateurs occidentaux étaient toujours invités à ces congrès, mais ils finirent par refuser de s'y rendre, trouvant que leur impact était marginal ou que leur participation les compromettrait chez eux.

Le non-alignement était à la mode. L'Inde et beaucoup de nouveaux États en Asie et en Afrique refusaient de choisir entre les USA et l'URSS, préférant rester en dehors de la Guerre froide. Et quand ils étaient forcés de décider sur des questions liées à la Guerre froide, ils le faisaient sur la base de chaque problème en tant que tel et non en fonction de la ligne défendue par les USA ou l'URSS. Le non-alignement devint l'idée unificatrice pour les nouveaux mouvements pacifistes antinucléaires.

L'ILCOP n'a pas pu attirer ces nouvelles organisations dans un forum de coopération. Elles mettaient leur accent sur l'action politique de masse et la protestation, alors que l'ILCOP dans son travail international se concentrait sur la recherche sur la paix, la médiation, les négociations intergouvernementales et les Nations Unies. En outre, il était occupé à développer sa propre organisation, ce qui le rendait peu disposé à adopter de nouvelles idées, de nouvelles méthodes de travail et à changer radicalement son orientation. En août 1960 le Comité de Direction d'ILCOP ajoutait "Bureau International de la Paix" à son nom, et en automne 1961 un secrétariat à plein temps était de nouveau établi à Genève.

En janvier 1959 un congrès antinucléaire international s'est tenu à Londres avec Bertrand Russell comme Président. Un des résultats de ce meeting a été l'établissement d'une Fédération Européenne contre les Armes Nucléaires. Cette Fédération appela, en automne 1962, une rencontre pour janvier 1963 à Oxford, Angleterre, pour étudier l'établissement d'une fédération mondiale. Certaines organisations membres d'ILCOP/BIP déjà établies, comme IFOR, WRI et leurs filiales nationales furent invitées et assistèrent à la rencontre d'Oxford, de même que Ernst Wolf, Président d'ILCOP.

La rencontre d'Oxford fit les gros titres des journaux quand une demi-douzaine d'observateurs du Conseil Mondial de la Paix ne furent pas autorisés à y participer. Les observateurs avaient été invités par la Fédération Européenne, mais la majorité, lors de la rencontre, désirait discuter d'une fédération mondiale et de ses relations avec le WPC, sans qu'aucun observateur du WPC soit présent. Il y avait également dans l'esprit du public le souhait de se séparer du WPC.

Lors de cette rencontre il fût décidé de créer une Confédération Internationale pour le Désarmement et la Paix (ICDP), et de nommer un Comité Permanent pour réaliser cet objectif. Sean MacBride devint un des membres de ce Comité.

Le Comité Permanent se rencontra fréquemment au cours des mois suivants pour élaborer une constitution et discuter de l'organisation de la Confédération. ILCOP/BIP prit une grande part à ces discussions. Du 20 au 23 août 1963, le Comité Permanent d'ICDP rencontra ILCOP/BIP pendant son Assemblée Générale à De Pietersberg, Oosterbeek, qui avait commencé un jour plus tôt.

Les plans pour la création de ICDP engendrèrent des discussions houleuses à l'Assemblée de ILCOP/BIP, avec quelques organisations conduites par le WRI, conseillant vivement de faire le pas pour une fusion des deux organismes internationaux. Ernst Wolf, Président de ILCOP/BIP y était fortement opposé. L'Assemblée prit la décision de différer pour deux ans toute décision sur la fusion ou la collaboration étroite entre les deux organismes. Il semble y avoir eu trois raisons à ceci. Premièrement, ILCOP/BIP était dans une période de transition. Pendant des années il avait essayé de s'établir comme successeur du BIP, et il était sur le point d'adopter de nouvelles règles et de changer de nom en BIP. La fusion aurait probablement signifié que les activités et l'identité du BIP auraient été absorbées par ICDP, l'organisme le plus dynamique en ce temps-là. Deuxièmement, la somme impressionnante de plus de 800.000 francs suisses, tous les capitaux d'avant-guerre du BIP, avait été remise à ILCOP/BIP, ce qui lui avait permis de planifier son activité avec un haut degré d'indépendance. Troisièmement, on a dit que ICDP avait des communistes dans son Conseil. Quelques membres de ILCOP/BIP le suspectaient d'être une façade pour une tentative d'infiltration communiste dans le mouvement pour la paix - et ILCOP/BIP. Mais la décision de ne pas fusionner n'était pas un rejet d'ICDP, mais témoignait plutôt du désir des personnes qui avaient bâti ILCOP/BIP d'en assurer sa continuité et son intégrité. Le souhait de soutenir ICDP était en fait bien présent: déjà en janvier 1963 ILCOP/IPB et le Comité permanent d'ICDP avaient commencé la

publication commune du *Peace Information Bulletin*, avec une distribution de 1000 exemplaires incluant toutes les filiales d'ILCOP/BIP et d'ICDP. Sa couverture comprenait la phrase : "Publié par le BIP comme service à ICDP".

La décision de reporter la fusion a été néanmoins fortement critiquée par plusieurs membres. Le comité de direction du WRI déclara :

« Le WRI regrette que la décision d'une fusion ait été reportée si loin (...). Il invite les deux organisations à reconsidérer leur position (...). Le WRI ne peut pas envisager d'être affilié à deux organismes ayant le même but indéfiniment et sera obligé à terme de retirer son affiliation à l'un d'eux, si la décision de fusionner n'est pas prise (...) La présence de deux organismes dans le domaine pourrait causer la confusion et endommagerait la capacité du mouvement pacifiste indépendant à se développer et à entreprendre une action unifiée. »

Une majorité dans ILCOP/BIP était contre une fusion avec le ICDP, tandis qu'une minorité d'organisations membres était extrêmement frustrée par cette situation. Mais la majorité l'emporta, et l'Assemblée Générale d'ILCOP/BIP convînt même plus tard que :

"Toutes les organisations membres devraient être appelées à réaffirmer leur adhésion à ILCOP/BIP à la lumière de la nouvelle situation après l'établissement d'ICDP. Les organisations qui ne répondraient pas devraient être considérées comme non membres."

Ernst Wolf proposa de créer une Fondation avec 650.000 francs suisses de l'argent du BIP, sous la tutelle de trois personnes en Suisse. L'Assemblée approuva.

ICDP était en faveur d'une fusion, notamment parce que cela lui aurait donné de substantielles ressources financières. Mais le Comité donna la priorité à ses propres objectifs et le compte rendu de sa réunion du 20 août déclare seulement: "Il est apparu, lors des réunions, que le BIP (ILCOP) n'était pas disposé à considérer la fusion des deux organisations pour l'instant."

L'adhésion à ILCOP/BIP avait varié pendant les 15 premières années d'après-guerre. Plusieurs nouvelles organisations membres furent admises, mais en même temps, beaucoup sont parties, ou ont cessé leurs activités. En 1963 ILCOP/BIP avait 17 organisations membres :

IFOR et WRI (International)

Arbeitsgemeinschaft Deutscher Friedensverbände and Verband der Kriegsdienstweigerer (RFA)

Onafhankelijke Contactcommissie voor Vredeswerk (Pays-Bas)

Associazione Montessori (Italie)

Conseil National de la Paix (Norvège)

Société Suédoise de la Paix et d'Arbitrage, Conseil Suédois de la Paix et la Société de Paix de Stockholm (Suède)

Conseil Suisse de la Paix et Pax Romana (Suisse)

Comité des Amis de la Paix, Comité Nordique des Amis de la Paix, Conseil National de la Paix et Union de l'engagement pour la Paix (Royaume-Uni.)

FOR (U.S.A)

L'ICDP à son tour, fut officiellement établi lors de cette même réunion par le Comité Permanent du 20 août à De Pietersberg, avec les groupes affiliés suivants :

Assemblée d'Accra, IFOR, et WRI (International)

Campagne Victoria pour le Désarmement Nucléaire (Australie)
 CND, et Universités alliées CND (Canada)
 Komiteen for Oplysning om Atomfaren (Danmark)
 Action Civique Non violente, et Mouvement contre l'Armement Atomique (France)
 Arbeitsgemeinschaft Deutscher Friedensverbände, et Ostermarsch der Atomwaffengegner (RFA)
 Akhil Bharat Sarva Seva Sangh (Inde)
 Consulta per la Pace (Italie)
 Comité 1963 voor de Vrede, et Stichting Anti-Atombom Actie (Pays Bas)
 CND (Nouvelle Zélande)
 CND, Collèges et universités CND, Comité des 100, Comité des amis de la Paix, et Jeunesse CND (Royaume-Uni.)
 FOR, Ligue des Résistants de guerre, Union des Etudiants pour la Paix, et Comité National pour une Politique Nucléaire Raisonnable (U.S.A.)
 Ligue Yougoslave pour la Paix, Indépendance et Egalité (Yougoslavie)

La première conférence de travail d'ICDP, visant à adopter une constitution et un ensemble de principes fût projetée pour les 9-13 janvier 1964 à Tyringe, Suède. Quelque 42 délégués de 17 organisations nationales de 10 pays, et 3 organisations internationales ont participé à cette réunion, où fut créé un sous-comité d'ICDP discuter des relations avec ILCOP/BIP.

1964 : Rétablissement du BIP

Après deux réunions chaotiques, et fortement divisées, du Comité Exécutif d'ILCOP/BIP, (sur la question de la fusion) Ernst Wolf Président de ILCOP/BIP, notaire de profession, mit en place le 10 août 1964 la Fondation ILCOP pour administrer les plus de 800.000 francs d'argent suisses du BIP qui avaient été remis à ILCOP/BIP. C'était juste 10 jours avant l'Assemblée Générale du BIP en 1964, et les délégués de l'Assemblée ont été mis devant le fait accompli. Selon les règles de la Fondation, le revenu, dans les limites du capital pourrait être employé au financement d'un bureau qui serait situé en Suisse, avec le nom de Bureau International de la Paix. Trois personnes résidant en Suisse auraient le contrôle final sur le capital. Un changement dans les règles de la Fondation exigeait un accord du Gouvernement Suisse. Le capital était ainsi destiné à financer le BIP.

Le 28 août 1964, treize organisations membres d'ILCOP/BIP vinrent ensemble à l'Assemblée Générale d'ILCOP/BIP. Elles adoptèrent les nouvelles règles et changèrent le nom de l'organisation en "Bureau International de la Paix". Etaient présents les Conseils de la Paix Suisses, Britanniques, Norvégiens et Suédois, la SPAS, l'Association de Paix de Stockholm, IFOR et le FOR américain, les WRI, le Conseil d'administration des amis nordiques de la paix et le Comité des amis de la Paix du Royaume Uni, le *Verband der Kriegsdienstweigerer* allemand et le *Onafhanelijke Contact commissie voor Vredeswerk* hollandais. Trois organisations se joignirent en 1964: *Norges Fredslag*, *Folkereisning Mot Krig* (FMK) et *Pacem in Terris*, Suisse.

Le WRI a de nouveau soumis une proposition de fusion entre le BIP et ICDP, mais convînt que comme la majorité de l'Assemblée avait accepté la Fondation ILCOP, le bureau du BIP devait rester à Genève, et ne pouvait pas fusionner immédiatement avec l'ICDP qui avait installé son bureau à Londres. À la fin, un compromis fut trouvé: l'Assemblée affirma son désir d'une coopération fonctionnelle active avec l'ICDP et décida d'avoir des réunions conjointes avec les comités de direction afin d'établir des propositions pour un futur partenariat. En outre, l'Assemblée accorda une subvention de £1000 à l'ICDP et une autre de £1000 pour le service d'information sur paix, géré conjointement par les deux organisations.

L'ancien BIP a ainsi été réorganisé avec succès. En outre, son futur financement était assuré par la Fondation ILCOP pendant une période indéfinie. Le bureau a été transféré de la maison que le BIP possédait au 8, rue Charles Bonnet, à son adresse actuelle 41, rue de Zurich. Ernst Wolf le Président de ILCOP/BIP fut élu président du BIP, alors que John Kay du Conseil national britannique de la Paix était élu Président du comité de direction. Sean MacBride, également membre du comité de direction d'ICDP, devenait Trésorier.

Le mouvement contre la Guerre du Viêt Nam

En 1963, avec la ratification du Traité partiel d'interdiction des essais nucléaires entre les États-Unis, l'Union Soviétique et le Royaume-Uni, la vague de paix des années 50 commença à baisser. Les tests atmosphériques des USA et de l'URSS avaient cessé, et diverses négociations américano-soviétiques promettaient une détente et calmaient les craintes. Mais de nouveaux signaux vinrent bientôt des activistes de paix des USA. Ils étaient de plus en plus troublés par le rôle des USA au Viêt Nam, et organisèrent en décembre 1964 à New York la première grande manifestation contre la guerre du Viêt Nam. En 1968, 535.000 hommes des troupes US combattaient au Viêt Nam. Le mouvement contre la guerre déborda bientôt des États-Unis et pour devenir le plus grand mouvement pour la paix jamais vu.

La conférence du BIP de 1965 adopta la déclaration suivante :

"La Conférence internationale du BIP, profondément troublée par la tragédie vietnamienne, appelle le gouvernement des États-Unis à :

1) cesser immédiatement le bombardement et toute autre action militaire au Nord Viêt Nam, 2) déclarer publiquement sa bonne volonté d'entamer des négociations avec toutes les parties concernées, y compris le Front National de Libération, pour le retrait de toutes les forces militaires étrangères du Viêt Nam, et invite aussi le Front National de Libération à accepter d'entrer en négociations dès que le gouvernement des États-Unis acceptera les deux conditions mentionnées ci-dessus."

Naturellement, la guerre du Viêt Nam augmenta la confrontation de la Guerre froide. Le grand public, les gouvernements, les mouvements de paix et autres organisations prirent parti pour l'un ou l'autre camp : avec l'Union Soviétique et le Nord Viêt Nam, ou avec les États-Unis et le Sud Viêt Nam. Le BIP s'est positionné avec U Thant, le Secrétaire Général des Nations Unies. Comme la résistance à la conscription devint une stratégie principale du mouvement de paix des USA, le BIP se concentra sur cette façon de résister à la guerre.

L'activité principale du BIP en 1966 était un projet concernant des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. En juin 1966 un nombre de personnes avec l'expérience des opérations de terrain des Nations Unies se réunirent pour une consultation sous les auspices du BIP et produisirent un rapport intitulé : "Nous, les Peuples, et les Nations Unies Maintenant la Paix ". Une série d'études fut lancée, et la conférence annuelle du BIP se concentra sur le "Maintien de la Paix."

Bertil Svahnström, le représentant de la SPAS, vint à la réunion du BIP à Strasbourg avec la proposition de tenir une conférence mondiale sur le Viêt Nam, à Stockholm du 6 au 9 juillet 1967. Cette conférence fut l'une des rares occasions où les organisations internationales de la paix coopérèrent. Les sponsors de la conférence étaient la SPAS, le BIP, ICDP, WRI et WPC. La participation du WPC a entraîné une campagne de calomnie dans la presse suédoise. Une lettre contrefaite a été envoyée à la presse, "prouvant" que la conférence était un complot communiste.

Il y avait beaucoup d'autres problèmes : Est-ce que seul le Front National Vietnamien de Libération devait-il être représenté ? ou aussi les Bouddhistes vietnamiens? Une organisation permanente devrait-elle être créée ?

Le meeting de 1967 rassembla 430 délégués de 63 pays, la plus forte délégation venant des Etats-Unis. Il condamna l'intervention des USA au Viêt Nam. Aucune autre solution n'a été regardée ou discutée, en dehors de celle que les USA devaient sortir du Viêt Nam, et que la Grande-Bretagne devait cesser de les soutenir. Le groupe de travail des chefs religieux a été le seul à mentionner la réconciliation et la négociation dans leur rapport.

Le droit de refuser le service militaire et les ordres

En 1967 le Comité Exécutif du BIP décida de s'occuper de la question du droit de refuser le service militaire et les ordres, et en faire le principal sujet de la conférence annuelle en 1968. Ensemble avec *Amnesty International*, *Friends World Comittee for Consultation* (Quakers), WRI et le *Service Civil International* ils organisèrent des séminaires de travail pour préparer la conférence de 1968, qui s'est tenue à Reutlingen, RFA, en août, sous le titre : "Le droit de refuser le service militaire et les ordres."

Les participants au meeting de 1968 commencèrent à ébaucher une convention sur le droit de refuser de participer aux conflits armés. Un séminaire en Suède, en août 1969 produisit un projet de résolution à soumettre à l'Assemblée Générale de l'ONU, et un projet de Charte pour l'objection de conscience au service militaire ou à l'entraînement. En même temps la Commission des Droits de l'Homme à l'ONU était incitée à adopter des dispositions sur l'objection de conscience.

Les documents ont été discutés par les organisations membres, et adoptés à l'Assemblée Générale de 1970 du BIP. La 27ème session de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies adopta une résolution largement modelée sur un avant-projet du BIP. C'était strictement une résolution de procédure, demandant au Secrétaire Général de l'ONU de rédiger un rapport sur la position des objecteurs de conscience; ceci a toutefois introduit le problème et créé un débat au sein des Nations Unies. Seize ans plus tard, à sa quarante-deuxième session en 1987 la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies a pour la première fois reconnu le droit à l'objection de conscience face au service militaire comme un droit de l'homme. La résolution qui fut adoptée en 1987 a été renforcée en 1989. Le BIP avait soumis une déclaration à la Commission, faisant trois remarques fondamentales en faveur du droit à l'objection de conscience :

- 1) subvenir aux besoins des objecteurs de conscience est une mesure de mise en confiance,
- 2) si le droit à la vie est fondamental, alors le droit de refuser de tuer doit être aussi reconnu,
- 3) le fait de ne pas prévoir d'alternative au service militaire est un tragique gaspillage de ressources.

La Commission des Droits de l'Homme de 1989 adopta la nouvelle résolution sur l'objection de conscience sans vote. C'était, jusqu'ici, la plus forte résolution sur cette question à l'intérieur de l'ONU, et pour la première fois un État socialiste, la Hongrie, s'associait à l'initiative. Les autres sponsors étaient l'Autriche, le Canada, le Costa Rica, la France, la RFA, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni. Dans sa conclusion la résolution :

" Reconnaît le droit de chacun d'avoir des objections de conscience au service militaire comme le légitime exercice du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; Recommande aux États ayant un système de service militaire obligatoire (...) qu'ils introduisent pour les objecteurs de conscience diverses formes ou alternatives au service (...) et qu'ils s'abstiennent de soumettre de telles personnes à l'emprisonnement; et insiste

sur le fait que de telles formes de service alternatif soient en principe de caractère non combattant ou civil dans l'intérêt public et pas de nature punitive."

La résolution est un outil puissant dans les mains des organisations de paix qui luttent pour le droit à l'objection de conscience dans les pays où ce droit n'existe pas encore. Le crédit de ce succès doit être donné par dessus tout au dévouement et au travail à long terme des Quakers et de WRI (*War Resisters International*) ».

Le désarmement général et complet – le Comité Spécial des ONG sur le Désarmement

Le rôle du BIP dans le mouvement pour la paix à la fin des années 1960 a été d'étudier et de présenter de nouveaux problèmes et de les discuter dans les conférences annuelles, une tâche qu'il a bien exécutée. Les adhésions au BIP augmentèrent: six nouveaux membres rejoignirent le BIP entre 1967 et 1969. Mais le BIP a également continué à rechercher une meilleure organisation du travail international du mouvement pour la paix et plus de coopération entre les organisations pacifistes.

Démarrant en février 1970 le BIP et son bureau de Genève devinrent le secrétariat du Comité Spécial des ONG sur le désarmement, un organe de tutelle des organisations internationales non-gouvernementales. Le terme "O.N.G." remonte aux commencements des Nations Unies: quand les gouvernements se sont réunis à San Francisco en 1945 pour créer l'ONU, ils furent rejoints et soutenus par des représentants de nombreux mouvements populaires, appelés, selon la terminologie de l'ONU, "des organisations non-gouvernementales". En conséquence, "un statut consultatif" entre le Conseil économique et social de l'ONU, et les ONG fut créé (article 71 de la Charte de l'ONU). En 1948, les organisations qui avaient ce statut ont essayé d'améliorer leur influence dans l'ONU en coordonnant leurs activités par rapport à l'ONU. Ils créèrent la Conférence des Organisations Non Gouvernementales en statut consultatif avec le Conseil économique et social de l'ONU (CONGO). CONGO se rencontre tous les trois ans en assemblée générale.

De nombreuses ONG détenant un statut consultatif à l'ONU ont peu de choses en commun, sauf qu'elles sont non-gouvernementales et soutiennent l'ONU. Elles comprennent des organisations professionnelles aussi bien que des mouvements de paix, des organisations de sports et des organisations des consommateurs. Par conséquent "des comités spéciaux d'ONG" ont été créés dans différents domaines, par exemple sur le désarmement, les droits de l'homme, les entreprises transnationales, les drogues, etc.

Le comité spécial des ONG sur le désarmement à Genève avait été déjà établi en 1968. Parmi ses organisations membres en 1990, on trouve le BIP, WILPF, WPC, les Quakers, la Fédération mondiale des Travailleurs Scientifiques, la Conférence mondiale sur la Religion et la Paix (WCRP), la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (WFDY), le mouvement international pour la jeunesse et les étudiants pour l'ONU (ISMUN), l'Organisation Afro-Asiatique de la Solidarité des Peuples (AAPSO), la Commission des Eglises sur des Affaires Internationales, l'Union Internationale des Etudiants, Pax-Christi International, et la Fédération Démocratique Internationale des Femmes. Un comité des ONG sur le désarmement fut également créé à New York en 1973.

Le Comité des ONG de Genève s'est réuni régulièrement et à des occasions spéciales. Des conférences ont été organisées pour faire entrer une ONG à l'ONU, par exemple aux sessions spéciales de l'ONU sur le Désarmement.

En septembre 1972, une conférence internationale des ONG sur le désarmement fut organisée au Palais des Nations à Genève. Avec ses 250 représentants d'ONG et de Gouvernements c'était probablement le premier rassemblement majeur des ONG sur le sujet.

Cette conférence a également servi de répétition pour une autre rencontre des mouvements de paix et autres à Bradford, Angleterre, pour laquelle le BIP s'est mobilisé. Le BIP réclamait constamment une conférence mondiale intergouvernementale sur le désarmement. La rencontre de Bradford (29 août - 1 septembre 1974) intitulée "Préparation de la Conférence Mondiale sur le Désarmement à l'ONU" produisit les propositions de Bradford avec un ordre du jour pour la conférence sur le désarmement. Les propositions ont été distribuées dans dix langues et à un million d'exemplaires afin d'orienter l'opinion publique en faveur d'une telle conférence. Cette distribution massive fut financée avec l'aide de l'argent venant du prix Nobel de la Paix attribué en 1974 à Sean MacBride, Président du directoire d'BIP, et principal instigateur de l'initiative de Bradford.

Le document des propositions de Bradford se concentra sur le désarmement général et complet comme objectif principal des Nations Unies. Il chercha à identifier des intérêts personnels sous-jacents à la course aux armements et les manières de réfuter leurs pouvoir et influence. Il réclama aussi la proscription des armes nucléaires et leur démantèlement. Pour renforcer la sécurité internationale il demandait le contrôle et l'autorisation des transferts d'armes, la dissolution des alliances militaires, les engagements à ne pas commencer les hostilités, et une juridiction étendue et obligatoire pour la Cour Internationale de Justice.

L'appel pour une conférence mondiale sur le désarmement est venu d'autres directions aussi: le mouvement des non-alignés décida d'exercer sa nouvelle force numérique aux Nations Unies, et une première Session Spéciale sur le désarmement de l'Assemblée Générale des Nations Unies fut agendée en 1978. Le BIP, immédiatement, commença à se préparer pour cela, et plusieurs réunions se tinrent pour coordonner la contribution des ONG au meeting onusien. Un séminaire intitulé "ONG et Session Spéciale sur le Désarmement" (les 24-25 octobre 1977 à Genève), énonça dans un message les principales préoccupations de la communauté civile: une interdiction des armes nucléaires, chimiques et autres armes de destruction massive, y compris la nouvelle bombe à rayonnement renforcé ou "Bombe à Neutrons", une halte aux essais nucléaires, la réduction des forces armées et des armes conventionnelles, la limitation du commerce des armes, et le

transfert aux pays en voie de développement des ressources réalisées par la réduction de dépenses militaires. Le BIP fit sa propre proposition en octobre 1977, encourageant vivement la Session Spéciale à adopter une convention de l'ONU proscrivant l'utilisation des armes nucléaires, d'imposer un moratoire sur la recherche et le développement de nouvelles armes et de placer les ventes et les transferts d'armes sous contrôle international. Le but de ces mesures était de "geler" les armements aux niveaux existants par des mesures qui "ne pouvaient constituer aucune menace pour la sécurité et requéraient seulement la volonté politique d'être mise en œuvre."

6. La vague de paix des années 1980

A la fin de la guerre du Viêt Nam en 1975, le mouvement pour la paix entra dans un déclin relatif. La même année le document final d'Helsinki avait été adopté, promettant une fin de la Guerre froide. Ce document a été vu comme une sorte de substitut à un traité européen de paix après la deuxième guerre mondiale, qui posait les frontières d'après-guerre entre les pays européens. 35 états avaient participé aux négociations de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe) dans la capitale finlandaise : tous les états européens excepté l'Albanie,

plus les USA et le Canada. Les activistes de paix commencèrent à se concentrer sur le développement et la libération du tiers monde, sur les droits de l'homme, l'énergie nucléaire et l'environnement.

Mais un regain dans le mouvement pour la paix commença déjà en 1976-77, inspiré à nouveau par l'opposition à la course aux armements nucléaires. Des groupes de Femmes pour la Paix se créèrent en Suède, en Norvège et en Hollande, et plus tard en Suisse et en France. L'*Interkerkelijk Vredesberaad* hollandais ou IKV (Conseil de paix inter-églises) prit une l'initiative insistant sur le fait que non seulement l'utilisation des armes nucléaires, mais également leur possession, était une faute morale.

En 1975 et 1976, les responsables du BIP se rendirent au Japon sur l'invitation du Conseil Japonais Contre les Bombes A et H (*Gensuikyo*) et développèrent le projet d'organiser un symposium international de médecins et autres experts, afin de passer en revue la recherche et mettre en lumière la condition des survivants de la bombe H. Un Comité international fut mis en place, qui se réunit à l'Organisation Mondiale de la Santé et au bureau du BIP à Genève. Le symposium : "Les dommages et les répercussions des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki" s'est tenu en juillet et août 1977 à Tokyo, et le rapport du colloque est devenu un standard pour le travail sur les effets de la guerre nucléaire. Le terme « Hibakusha » est depuis bien connu à travers le monde, tandis qu'à cette époque peu de recherches scientifiques avaient été publiées sur les effets des bombardements atomiques.

En avril et juin 1977 une "course relais internationale Helsinki-Belgrade sur le désarmement" fut organisée par plusieurs organisations membres du BIP sur l'initiative de la Société de paix allemande DFG-VK, et sous le patronage général du BIP et du WRI. Le principal organisateur du relais était Gerd Greune, Secrétaire International du DFG-VK et membre du Comité exécutif du BIP depuis 1975.

Le mouvement pour la paix avait remarqué que le document final d'Helsinki n'avait pas réussi à remplir ses promesses, et désirait renforcer ses engagements. Les objectifs avoués du Relais étaient donc de :

"Rendre conscients les peuples des anomalies entre les espoirs de désarmement et les sentiments exprimés dans l'Acte final d'Helsinki, et le continuel développement militaire ayant pour résultat une accélération de la course aux armements avec une absurde puissance meurtrière à l'Est comme à l'Ouest.

De mobiliser les peuples afin qu'ils comprennent que leur participation active était essentielle pour obliger les gouvernements d'être plus fermes envers le complexe militaro-industriel.

De parler directement aux gouvernements des pays traversés par le Relais, et en particulier à ceux ayant la question du désarmement à leur ordre du jour, come par exemple l'Autriche."

Un Bus-relais accompagné de plusieurs voitures voyagea d'Helsinki à Belgrade. Le long du chemin des centaines de rencontres étaient organisées dans les rues et des endroits ouverts, des halls, des écoles, des universités, des usines et d'autres centres sociaux. Environ 500.000 personnes dans 1000 cités, villes et villages ont ainsi été impliquées dans le Relais.

Le Relais fut un exemple pour montrer comment faire le lien entre le travail populaire et gouvernemental. Le Relais se concentra sur les négociations de la CSCE et la deuxième réunion de suivi à Belgrade. Il rencontra des négociateurs du MBFR (Mutually Balanced Force Reduction) à Vienne. Sean MacBride, président du BIP et en même temps assistant Secrétaire général des Nations Unies ouvrit officiellement le Relais à Helsinki. Le ministre finlandais des affaires

étrangères et autres parlementaires y prirent part. Le Relais fut également un exemple de coopération concrète entre les groupements pacifistes de la plupart des pays Ouest-européens. Beaucoup d'individus rencontrèrent des collègues aux convictions similaires à travers le Relais et pendant sa préparation.

En 1977 et 1978, une campagne contre la Bombe à neutrons commença en Europe. Le premier *Stop de Neutronen Bom* vit le jour aux Pays-Bas, puis des groupes dans d'autres pays européens reprirent la question. La campagne obtint un succès quand le Président Jimmy Carter des USA fit marche arrière dans le déploiement de l'arme en Europe. La bombe à neutrons avait été développée par les USA spécifiquement pour le théâtre européen.

En même temps les relations Est-Ouest s'aggravèrent en raison de nouveaux conflits dans le tiers monde. En 1979, l'Union Soviétique envahit l'Afghanistan et les Sandinistes gagnèrent le pouvoir au Nicaragua. La course aux armements prit encore de la vitesse, et les stratégies, d'après les déclarations de quelques politiciens, rendaient une guerre nucléaire en l'Europe possible.

En décembre 1979, avec la décision "de double voie" de l'OTAN, le mouvement de paix trouva un sujet de campagne concret. La décision était de déployer en Europe les missiles nucléaires de moyenne portée, Pershing II et missiles de croisière, tout en négociant avec l'Union Soviétique pour un retrait simultané de ceux-ci et des missiles SS 20 soviétiques. Les nouveaux missiles étaient programmés pour être opérationnels en 1983. Le mouvement pour la paix avait donc pleinement le temps de mobiliser les gens.

Un exemple de ce travail de mobilisation fut la fondation du "Non aux Armes Nucléaires" danois. En octobre 1979, un groupe de cinq personnes prit l'initiative de placer des annonces dans les deux principaux journaux du Danemark, avec le titre "Nej til Atomvaben" - (Non aux Armes Atomiques). Dans les annonces ils demandaient des signatures et des soutiens financiers. Les réponses vinrent par milliers, et remplirent deux pages d'annonces d'un journal en novembre. Les 13-14 janvier 1980, « Non aux Armes Nucléaires » tint son premier meeting. Le groupe était typique de cette vague de paix, sans pas de structure institutionnelle claire ni leader. Les membres du groupe venaient aux réunions du mouvement international de la paix disant qu'ils ne pouvaient pas représenter l'organisation mais seulement informer à son sujet, et qu'ils participaient qu'en leur qualité d'individu. Le but était très limité. « Non aux armes nucléaires » de Norvège, qui s'était constitué à la même époque, refusa d'aborder des problèmes autres que les armes nucléaires. Les gens aimèrent cette forme d'organisation, particulièrement les jeunes, les femmes et les personnes instruites.

La forte croissance du mouvement pour la paix et de centaines de nouveaux groupes pacifistes prirent la plupart des politiciens par surprise. Même les organisations de paix établies furent surprises. Les adhésions du CND britannique ont augmenté de 4000 en 1979, à 50.000 en 1982, et à 94.000 en 1984. Le 26 octobre 1980, 100.000 personnes vinrent à une manifestation à Londres, organisée par le CND. Il y eut même des cas d'organisations pacifistes qui réagirent négativement à ces doublement et triplement du nombre de leurs membres, craignant que la majorité des nouveaux « pacifistes nucléaires » dilue l'idéologie pacifiste radicale.

Au niveau international, le BIP se concentra sur la partie de la négociation concernant la décision «de la double voie ». Le Président Sean MacBride correspondit avec les négociateurs. Le 30 novembre 1981, une lettre chargée d'espérance, sous la forme d'un communiqué de presse, fut envoyée aux négociateurs des USA et de l'URSS, Kvitsinsky et Nitze, qui étaient présents aux conférences de l'INF (Intermediate Nuclear Forces) : « Le BIP accueille chaleureusement les

négociations sur les armes nucléaires qui commencent aujourd'hui ». Le message appelait au soutien des propositions faites par le "Groupe des 21" des pays non-alignés et au Programme complet de désarmement. Il rappelait aussi aux négociateurs la deuxième Session spéciale de l'ONU sur le désarmement, à venir, et l'opportunité qu'elle offrait pour commencer des négociations sur le désarmement général et complet. Il était signé par MacBride et le vice-président du BIP Philip Noël Baker, tous les deux lauréats du Prix Nobel de la Paix.

1980 : L'internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire – International Physicians for the Prevention of Nuclear Weapons (IPPNW)

Le 29 mars 1979, un groupe de docteurs en médecine de Boston, États-Unis, organisèrent une réunion publique au sujet des dangers de l'industrie nucléaire. Le même jour la centrale nucléaire de Three Mile Island, Harrisburg en Pennsylvanie, a subi une fusion de son réacteur, ce qui apporta aux médecins large couverture médiatique. Parmi ces médecins, certains étaient plus concernés par les possibles effets d'une guerre nucléaire, et en mars 1980 leur lettre ouverte au Président Carter et au leader soviétique Brejnev a été publiée dans le *New York Times*. Brejnev et la Maison Blanche y répondirent. La conférence Pugwash, en août 1980 aux Pays-Bas, souleva le problème et les médecins de nombreux pays conclurent que:

"la planification médicale du désastre dû à une guerre nucléaire est futile. Une guerre nucléaire engendrerait pertes humaines, blessures et maladies à un niveau inégalé dans l'histoire, rendant insignifiantes toutes les épidémies et guerres précédentes. Il ne peut y avoir de réponse médicale efficace après une attaque nucléaire."

En décembre de la même année, six médecins américains et six médecins soviétiques se sont réunis à Genève pour lancer le mouvement *International Physicians for the Prevention of Nuclear War* (Médecins internationaux pour la prévention de la guerre nucléaire) (IPPNW). Le groupe se rencontra plus tard à Moscou et organisa une discussion télévisée sur les conséquences médicales probables de la guerre nucléaire. Une heure de programme a été transmise partout en Union Soviétique, et plus tard aussi aux États-Unis, aux Pays Bas, dans les Pays Scandinaves et ailleurs. En 1986, IPPNW avait 145.000 membres dans 40 pays, tous médecins ou auxiliaires de santé.

Avril 1980 : L'appel européen pour le désarmement nucléaire – European Nuclear Disarmament Appeal (END)

La décision, en décembre 1979, de déployer des Pershing et des missiles de croisière dans plusieurs pays européens, y compris la Grande-Bretagne, conduisit Edouard Thompson, un historien et écrivain, à protester publiquement dans une série d'articles. Thompson, conjointement à Ken Coates de la Bertrand Russell Peace Foundation, Mary Kaldor et Dan Smith qui avaient conseillé le parti travailliste sur les questions de la défense, Peggy Duff qui était Secrétaire Générale de l'ICDP, Arthur Scargill leader des syndicats et d'autres, élaborèrent un appel pour le désarmement nucléaire européen – l'Appel END. Plusieurs de ces personnes s'étaient déjà réunies en 1974 à une conférence à Bradford pour discuter sur quelle base un nouveau mouvement européen de paix pourrait être établi. Ceci s'inscrivait dans une campagne pour le désarmement nucléaire européen, lancée par la Bertrand Russell Peace Foundation (BRPF), ICDP et CND.

L'Appel fut lancé lors d'une conférence de presse le 28 avril 1980. Il a immédiatement touché les esprits et les cœurs des activistes pour la paix partout en Europe. A la fois visionnaire et concret, effrayant tout en offrant une solution, il commençait par les mots "Nous sommes entrés

dans la plus dangereuse décennie de l'histoire humaine. Une troisième guerre mondiale n'est pas simplement possible, mais de plus en plus probable." Cette tonalité n'était pas nouvelle - comparez l'appel "Sane" de 1957 : "Nous sommes confronté à un danger différent de tous les dangers qui ont existé." Mais il mettait en mots ce que les gens sentaient et craignaient, et qu'ils pouvaient identifier dans les discours des politiciens :

"Comme chaque partie essaye de prouver son intention d'utiliser les armes nucléaires, de façon à prévenir leur utilisation par l'autre partie, de nouvelles armes nucléaires, plus facilement utilisables, sont conçues et l'idée d'une guerre nucléaire « limitée » semble de plus en plus plausible."

L'appel présentait également une alternative à la vision prédominante et bien encrée dans la polarité Est-Ouest, Bien-Mal :

"Nous ne souhaitons pas répartir la culpabilité entre les chefs politiques et militaires de l'Est et l'Ouest. La culpabilité repose entièrement sur les deux parties. Les deux parties ont adopté des positions menaçantes et ont commis des actions agressives dans différentes régions du monde."

Cela suscita un fort rejet dans les comités de paix du WPC, qui commencèrent une campagne contre la Bertrand Russell Peace Foundation et le Comité de liaison du END (voir ci-dessous). Des publications anti-END furent généreusement distribuées, dans différentes langues européennes, aux activistes pour la paix.

L'issue à l'impasse nucléaire était présentée clairement dans l'Appel :

"Le remède se trouve dans nos mains. Nous devons agir ensemble pour libérer l'Europe entière, de la Pologne au Portugal, des armes nucléaires, des bases aériennes et sous-marines, et de tous les établissements engagés dans la recherche ou la fabrication des armes nucléaires. Nous demandons aux deux superpuissances de retirer toutes les armes nucléaires du territoire européen. En particulier, nous demandons à l'Union Soviétique de stopper la production du missile à moyenne portée SS 20 et nous demandons aux Etats-Unis de ne pas mettre en application la décision de développer des missiles de croisière et des Pershing II pour leur déploiement en Europe de l'Ouest. Nous encourageons également la ratification de l'accord SALT II, comme une étape nécessaire vers le renouvellement de négociations efficaces sur un désarmement général et complet."

L'Appel contenait un message de solidarité entre les artisans de paix, et un appel à la révolte :

"Nous devons défendre et étendre le droit de tous les citoyens, d'Est ou d'Ouest, à participer à ce mouvement commun et à s'engager dans toute sorte d'échanges." et "Nous devons commencer à agir comme si une Europe unie, neutre et pacifique existait déjà. Nous devons apprendre à être loyaux, non pas à l'"Est" ou à l'"Ouest", mais à chacun d'entre-nous, et nous devons négliger les prohibitions et limitations imposées par quelque État national."

Les initiateurs de l'appel commencèrent à rassembler des signatures en Grande-Bretagne, tandis qu'une autre demande d'appui, débouchant sur l'idée d'une Convention END, fut adressée aux autres Européens:

"Nous avons reçu avec sympathie la proposition de la Bertrand Russell Peace Foundation qu'une campagne entièrement européenne libère le sol et les eaux territoriales de tous les États européens des armes nucléaires (...) Pour faciliter ce travail nous devrions faire bon accueil à une réunion européenne afin d'explorer les problèmes liés à la création d'une zone sans nucléaire, pour discuter diverses propositions intermédiaires qui déjà sont suggérées comme étapes possibles vers cet objectif, et aider au développement d'une importante campagne populaire pour la paix et le désarmement."

En novembre 1981, les signataires italiens de l'Appel, et en particulier la fraction eurocommuniste du nouveau mouvement italien de la paix, organisèrent une rencontre européenne à Rome. Parmi les participants il y avait Petra Kelly et Rudolf Bahro des Verts allemands, Jo Leinen du mouvement écologique allemand *Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz* (BBU), Eva Quistorp des femmes allemandes pour la paix et Ken Coates du BRPF. Ils décidèrent de lancer la première Convention du END et mirent en place le Comité de liaison du END pour l'organiser. La Convention s'est tenue l'année suivante, 1-4 juillet 1982 à Bruxelles, et a lancé le mouvement. Depuis Bruxelles, les Conventions se tinrent à Berlin-Ouest en 1983, où 3000 personnes participèrent, à Pérouse, Italie, en 1984, à Amsterdam en 1985, à Evry, France en 1986, à Coventry, Grande-Bretagne en 1987, à Lund, Suède en 1988, et Vitoria, Espagne en 1989. La Convention du END en 1990 s'est tenue en partie à Helsinki, Finlande et en partie à Tallin, capitale de l'Estonie. Cette Convention fut un événement historique et donna une nouvelle impulsion au développement du END en faisant participer les mouvements sociaux et politiques - comme le mouvement écologique et le Front National - de la République Estonienne, directement dans le processus d'organisation de la Convention. La prochaine Convention est prévue à Moscou.

Les Conventions eurent de nombreuses fonctions. Elles permirent à des travailleurs pour la paix de appartenant à différents électors de se rencontrer et de s'organiser - des centaines de groupes de "professeurs/docteurs/généralistes/femmes/bibliothécaires/ingénieurs etc. pour la paix" ont été créés de cette façon. Les Conventions étaient une plate-forme commune, où les politiciens et les activistes pacifistes pouvaient discuter de la paix. Elles ont également établi un lien entre les syndicats et le mouvement pour la paix. Elles firent des efforts répétés pour inclure les « indépendants » isolés d'Europe de l'Est dans le mouvement, et firent mieux connaître mouvements pacifistes indépendants de cette région, tels que le mouvement "Épées en charrues" de RDA, la "Liberté et la paix" de Pologne, "Dialogue" et "460" en Hongrie, le "Groupe de confiance" en Union Soviétique et la "Charte 77" en Tchécoslovaquie. Le Comité de liaison du END n'est pas devenu une énième organisation internationale, bien qu'il y ait des demandes d'adhésion, des cotisations et un budget. Son but a été strictement limité à l'organisation de la Convention du END. La Bertrand Russell Peace Foundation s'est occupée du travail administratif entre les Conventions, et de nouveaux comités d'organisation nationaux ont été créés pour chaque nouvelle Convention. Plusieurs objectifs originaux des Conventions ont été atteints. Après la Convention de Berlin, qui demeure de loin la plus grande, les Conventions sont devenues répétitives. Quelques organisations de paix et quelques membres du Comité de liaison du END ont tenté d'empêcher l'institutionnalisation du « processus END » et de lui trouver des nouveaux objectifs et méthodes de travail.

1981 : Le réseau international de communication et de coordination pour la paix – International Peace Communication and Coordination network (IPCC)

Toutefois, beaucoup de nouveaux groupes mal organisés au début des années 80, sentirent le besoin d'un cadre international pour développer leurs stratégies et coordonner leurs actions et manifestations. Certains de ces nouveaux groupes se réunirent à Francfort en août 1981 pour

discuter du bénéfice à tirer de la coopération, et organiser une manifestation de masse à Bonn en octobre de cette même année.

Il s'agissait entre autres, du groupe *Krefelder Appell* (qui avait été créé de la même manière que *No to Nuclear Weapons*), de *Aktion Sühnezeichen*, BBU et *Deutsche Friedensunion* (un groupe proche du parti communiste), du IKV hollandais, du CNAPD belge (un organisme de tutelle de plusieurs groupes de paix), et du Non aux armes nucléaires danois. La rencontre fut un désastre de querelles idéologiques. Quelques personnes lors du meeting ressentirent fortement le besoin d'un forum réunissant les groupes ayant une similitude de pensée. C'est le groupe Non aux Armes Nucléaires danois qui pris l'initiative en proposant une rencontre trois semaines plus tard à Copenhague, les 5-6 septembre 1981. Au début, l'idée était d'organiser des groupes de paix dans les petits pays de l'OTAN afin de lancer une initiative contre le déploiement des missiles à moyenne portée, mais la rencontre fut également suivie par des groupes anglais, allemands, suédois et finlandais. Les groupes représentés étaient Non aux Armes Nucléaires du Danemark et de Norvège, la SPAS (Suède), l'Institut Tampere de Recherche pour la Paix (Finlande), la Campagne contre la Base Militaire (Islande), IKV (Pays Bas), END et BRPF (Grande-Bretagne), *Pax Christi International* et *Aktion Sühnezeichen* (Rép. Féd. d'Allemagne). L'ordre du jour comprenait :

1 - Les déploiements, 2 – Les relations Est-Ouest et l'Appel du END, 3 – Les Zones franches nucléaires, et 4 – Les stratégies. Le seul groupe affilié soit au BIP ou au ICDP était le SPAS (Suédois). La plupart des autres étaient nouveaux, ou leur participation au mouvement antinucléaire était nouvelle.

Par coïncidence, les organisations membres du BIP étaient réunies en Assemblée générale le même week-end à Helsinki. Il y avait un autre mouvement international de paix qui se rassemblait ce même week-end à Oslo, celui du Comité pour une Zone Franche Nucléaire Scandinave. La SPAS a essayé d'éviter le triple éclatement. Tomas Magnusson, président du SPAS et membre du comité de direction du BIP, écrivit une lettre exprimant sa contrariété aux autres membres du comité de direction :

"Ce week-end le SPAS est invité à trois rencontres internationales. Les mouvements ont rapidement grandi dans de nombreux pays, mais dans le domaine international les choses demeurent comme elles étaient : nous n'avons pas de réelle organisation internationale de paix. Les nouveaux mouvements n'ont pas rejoint des groupes internationaux existants mais font leurs propres contacts directs. Evidemment les organisations qui nous invitent à Copenhague et à Oslo ce week-end ne connaissent pas la rencontre du BIP à Helsinki. La SPAS a essayé de changer la date pour Copenhague mais parmi ces nouvelles et actives organisations venant à Copenhague il nous a semblé être les seuls à être vraiment intéressés par le BIP."

T. Magnusson suggéra que le BIP et l'ICDP devraient fusionner immédiatement, que le BIP devrait créer plus d'actions internationales et devenir plus utile aux mouvements de paix, au lieu de se concentrer principalement sur les activités de l'ONU et la Session Spéciale prochaine de l'ONU sur le Désarmement.

La lettre fut écrite en vain. Au cours des deux années suivantes le Comité Exécutif et le secrétariat du BIP, sous la forte conduite de Sean MacBride continuèrent à se concentrer sur l'ONU et ignorèrent l'émergence du mouvement « anti-déploiement ». Cela pouvait être une utile division du travail. Les groupes actifs de la nouvelle montée étaient très critiques envers les négociations intergouvernementales et même parfois envers les politiciens en général. La plupart favorisaient des

initiatives unilatérales. Leur activité principale activité était d'organiser des protestations de masse. Mais la Seconde Session Spéciale des Nations Unies sur le Désarmement était proche. Il était nécessaire de faire le lien entre les mouvements de paix et les organisations gouvernementales et non-gouvernements établies. Pour le BIP, sa séparation des nouveaux groupes lui permis de se concentrer plus facilement sur son travail dans la sphère non gouvernementale et de prendre des initiatives « conservatrices ». Les contacts avec l'ONU, avec les gouvernements et les diplomates et, par exemple, la communauté des avocats en seraient facilités. De plus, le BIP avait une considérable vitalité à cette époque et les adhésions étaient en augmentation.

Pour les nouveaux groupes la séparation signifia qu'ils pourraient rapidement décider sur des actions communes sans devoir passer par les processus décisionnels démocratiques des groupes internationaux établis. Et ils n'avaient pas vraiment besoin des autres : leur propre impact était énorme.

Sondage d'opinion aux USA :

D'une manière générale, êtes-vous en faveur d'une augmentation ou d'une diminution du budget actuel de la défense, ou de le garder tel qu'il est maintenant ?

| | <u>Augmenter</u> | <u>Diminuer</u> | <u>Inchanger</u> |
|----------------|------------------|-----------------|------------------|
| Février 1980 : | 71 % | 6 % | 21 % |
| Juin 1985 : | 14 % | 32 % | 52 % |

(source : *Annuaire SIPRI 1986*)

A la rencontre de Copenhague il fut décidé de mettre en place une nouvelle organisation internationale: le Réseau international de communication et coordination de la paix (IPCC). L'IKV hollandais, basé à La Haye, Pays-Bas était en termes d'organisation le groupe le plus fort parmi ceux assemblés; il accepta de servir de secrétariat pour le Réseau. Wim Bartels, le Secrétaire International d' IKV, devint le secrétaire et le premier moteur d'IPCC.

Mais la séparation créa aussi la confusion et gaspilla des ressources dans le mouvement pour la paix. Encore une autre structure organisationnelle était créée et maintenue. *Disarmament Campaigns* (« Campagnes de Désarmement »), un nouveau bulletin d'informations du mouvement pacifiste international était créé, entrant en compétition avec ceux déjà établis, comme le journal du END. Il y avait souvent des chevauchements de réunions des différentes organisations qui se tenaient en même temps, et comme dans le cas du BIP et l'ICDP, une discussion stérile a commencé au sujet de quelle organisation était "la meilleure". Certaines organisations sentaient qu'elles devaient constamment envoyer des représentants à différentes réunions internationales afin de demeurer informées et impliquées. Chacun des trois groupes internationaux, le BIP, ICDP et IPCC était à court d'effectifs et de financements. L'information concernant les initiatives et les actions n'atteignait pas la totalité du mouvement pacifiste.

L'illégalité des armes nucléaires

A son Assemblée Générale de 1981, à Helsinki (lors du triple week-end), le BIP décida de commencer une campagne sur la moralité et la légalité des armes nucléaires. Dans les années suivantes des rencontres de spécialistes en droit, moralité et médecine se tinrent dans beaucoup de régions du monde. Elles étaient organisées par des organisations d'avocats et de médecins. La conclusion générale de ces rencontres était que les armes nucléaires et autres armes de destruction massives étaient indéfendables moralement et légalement. Dans quelques pays des organisations

d'avocats furent formées, tels les Avocats britanniques pour le désarmement nucléaire (LND) et le Comité d'avocats sur la politique nucléaire aux Etats-Unis.

En 1982 la Seconde Session Spéciale de l'ONU sur le Désarmement se tint à New York, et le 24 juin Sean MacBride, au nom du BIP, présenta à l'ONU les propositions qui avaient été adoptées par le Comité d'Avocats des USA et le BIP. Elles contenaient un projet de convention pour le désarmement général et complet. MacBride réclama également l'adoption immédiate d'une convention courte, faisant de l'usage des armes nucléaires une offense en vertu du droit international.

La question de la légalité des armes nucléaires a été en outre développée au Tribunal de Guerre Nucléaire à Londres en janvier 1985. Hors du tribunal, s'est développé plus tard l'Appel des Avocats contre les Armes Nucléaires, lancé par le BIP en 1987. Il déclarait :

"Le BIP qui est une fédération d'organisations de paix, a décidé de lancer un Appel aux avocats dans le monde entier pour condamner les armes et guerres nucléaires comme illégales."

Les premiers signataires comprenaient Bruno Kreisky, ancien premier ministre d'Autriche, Alexandre Sukharev, ministre de la justice de la Fédération de Russie, Ramsey Clark, ancien Attorney General des Etats-Unis, Robert Krieps, ministre de la justice du Luxembourg, Lennart Gjeijer, ancien ministre de la justice de Suède, T.O. Elias, Juge à la Cour de Justice Internationale de La Haye, Natvarlal Bhagwati, Juge Principal en Inde, et 50 autres juristes de haut rang.

Les signataires déclaraient :

"Convaincus que les avocats ne peuvent pas rester silencieux et ont la responsabilité de faire connaître, développer et défendre les règles du droit international, et par conséquent de contribuer au maintien de la paix, à la sécurité internationale, et à l'établissement d'un ordre international qui reflète les aspirations de l'humanité, (...) déclarent que l'utilisation, pour quelque raison, d'une arme nucléaire constitue une violation du droit international, une violation des droits de l'homme et un crime contre l'humanité ; exigent la prohibition des armes nucléaires comme première étape vers le but ultime du désarmement général et complet."

L'Appel a été traduit en dix langues et distribué largement dans le monde entier. Il rassembla 13.000 signatures d'avocats jusqu'à ce que la campagne de récolte de signatures ait été formellement terminée le 15 janvier 1989, anniversaire de la mort de Sean MacBride. Il posait une base pour la création de l'Association Internationale des Avocats contre les armes nucléaires (IALANA), laquelle fut créée le 9 avril 1988 lors d'un meeting à Stockholm.

1984 : Fusion entre IPB et ICDP

Le nombre d'organisations membres du BIP en 1982 avait augmenté considérablement à 29, dont 6 étaient des organismes de coordination de mouvements de paix nationaux, mais aucun des principaux mouvements de paix internationaux ne participaient activement dans le BIP à cette époque.

Le deuxième réseau international du mouvement de paix, l'ICDP, n'avait pas pu maintenir l'élan des années 60, et était financièrement en faillite. Il n'avait également pas été capable de renouveler ses campagnes internationales après la fin de la guerre du Viêt-nam. D'autres réseaux semblables comme IPCC et END avaient émergé. L'ICDP n'était plus qu'une structure formelle et

les membres du comité de direction du BIP et ICDP s'en rendaient compte. Il y eut à nouveau de fortes demandes de la part des organisations membres pour une fusion entre le BIP et l'ICDP. Les comités de direction du BIP et de l'ICDP commencèrent à tenir des réunions communes et en septembre 1982 une conférence conjointe BIP/ICDP était proposée sur la question d'un "Gel" des armes atomiques. Il y avait encore des résistances à cette proposition: le Secrétaire Général du BIP Frank Field s'opposa à cette idée, redoutant que l'objectif du BIP d'un désarmement général et complet - par opposition aux approches partielles comme un gel - soit perdu.

Mais le temps était venu pour une fusion. Pendant la seconde convention du END à Berlin en 1983 les comités de direction du BIP et de l'ICDP se réunirent et proposèrent: de dissoudre l'ICDP, de rédiger une nouvelle déclaration de principes pour le BIP, d'élargir le comité de direction du BIP avec des membres d'ICDP, et d'ouvrir un bureau à Londres. Les organisations membres d'ICDP ont été invitées à rejoindre le BIP. La proposition a été formellement faite à l'Assemblée Générale du BIP de 1983 par les membres exécutifs finlandais Ilkka Taipale (BIP) et Erkki Tuomioja (ICDP). L'Assemblée, qui s'est tenue à Göteborg les 9-10 septembre, en lien avec la conférence "Le mouvement pacifiste après 1984" approuva le manifeste d'ICDP de 1975. Elle a également élu deux membres bien connus d'ICDP, David McReynolds (Etats-Unis) et Bogdan Osolnik (Yougoslavie) comme vice-présidents du BIP, et décidé de discuter sur les possibles amendements de la constitution du BIP. Plus tard, Claude Bourdet (France), membre d'ICDP est également devenu vice-président du BIP.

Les organisations membres actives d'ICDP rejoignirent le BIP (la ligue yougoslave pour la paix, WRL, WRI, le Comité finlandais des 100, MDPL), mais pour réaliser un mouvement de paix internationalement unifié la fusion était venue trop tard. Beaucoup des nouveaux mouvements de paix en Europe avaient déjà choisi de coordonner leurs activités par le réseau d'IPCC. Il y avait peu de contacts personnels entre le BIP et l'IPCC. C'est seulement après la fusion avec l'ICDP que les membres exécutifs du BIP essayèrent d'établir des contacts. En novembre 1984 le Secrétaire Général du BIP Kimmo Kiljunen écrivit une proposition pour fusionner les réseaux du BIP et d'IPCC. La proposition fut discutée lors d'un meeting d'IPCC en janvier 1985. Après quoi IPCC recommanda à ses membres de se joindre au BIP. Il n'y avait toutefois pas de mise en commun des ressources, étant donné que le BIP était perçu par les membres d'IPCC comme ayant le rôle spécifique d'observateur aux Nations Unies. Le BIP réévalua de nombreuses manières son rôle dans le mouvement pacifiste à cette époque, étant donné que la plupart de ses activités et ses intérêts étaient en dehors du courant principal (anti-déploiement) du mouvement de paix. Un raccordement BIP-IPCC apparaissait essentiel aux dirigeants du BIP, mais l'intérêt pour une coopération soutenue n'était pas réciproque, et il continua à y avoir peu de rapprochements personnels. En 1985, le BIP se concentra donc sur la consolidation de sa propre organisation, l'extension de ses adhésions, et le lancement de campagnes sur le commerce des armes, l'illégalité des armes nucléaires, l'interdiction des essais nucléaires, la présence militaire à l'étranger et la course aux armements en mer (voir ci-dessous). Aucune de ces questions n'était au centre de l'IPCC et elles continuèrent à être une "division du travail" puisque l'IPCC se concentrait sur la coordination des manifestations contre le déploiement des missiles à moyenne portée en Europe.

Après 1983, quand le déploiement des missiles à moyenne portée commença en Europe, cette question perdit sa force unificatrice au sein du mouvement de paix européen. Beaucoup d'organisations pacifistes commencèrent à se centrer sur les questions nationales. L'IPCC organisa moins souvent des meetings, et devint ainsi moins important comme centre de coordination des actions. A la place, il devint davantage un "groupe de réflexion" pour les mouvements européens de paix. Les personnes qui avaient été impliquées ont continué à se réunir régulièrement pour discuter du développement du mouvement et pour se tenir au courant. En 1989 IKV passa le secrétariat de

l'IPCC à l'organisme de tutelle belge VAKA et à son secrétaire international Luc Deliens. Plus tard, la charge a été reprise par la WRI belge, section IOT, basée à Bruxelles.

Au milieu de 1989, 21 groupes étaient affiliés à IPCC :

- Pax Christi International
- ARGE-UF1 (Autriche)
- AGDF et Aktion Sühnezeichen (RFA)
- VAKA (organe de tutelle Belge Flamand)
- CNAPD (organe de tutelle Belge Wallon)
- CND (Grande-Bretagne)
- Comité des 100 et Union de Paix (Finlande)
- Quakers pour la Paix & Service et Désarmement Nucléaire Européen (Grande-Bretagne)
- Non aux Armes Nucléaires (Danemark)
- CODENE (France)
- Non aux Armes Nucléaires (Norvège)
- KEADEA (Grèce)
- Campagne contre les bases militaires (Islande)
- Associazione per la Pace (Italie)
- Commission Anti-OTAN (Espagne)
- Conseil Suisse de Paix
- Société de Paix et d'Arbitrage Suédoise (SPAS)
- IKV (Pays-Bas)

Concentration du travail du BIP

Pendant la période où une partie grande du mouvement pacifiste était occupée à "comptabiliser" les armements des puissances, les points de vue des civils sur les guerres et le système militaire restèrent une préoccupation du BIP, à travers le travail de l'Union Finlandaise de Paix qui organisa, entre 1983 et 1987, trois conférences internationales en Finlande: « Les enfants et la guerre », « Jeunesse et conscription », et « Femmes et le système militaire ».

A l'Assemblée Générale du BIP de 1985 Bruce Kent, qui était vice-président du BIP depuis 1982, fut élu président. Le Comité de direction comprenant maintenant plus de représentants des organisations pacifistes actives au niveau de la base, et la cible du BIP se déplaçait de l'ONU au militantisme du mouvement pacifiste. L'accent fut mis sur la nécessité d'augmenter les adhésions, et l'Assemblée Générale démarra des programmes d'action. Les titres des conférences organisées par le BIP commencèrent à refléter davantage des sujets d'actions concrètes. Les adhésions commencèrent à augmenter rapidement. L'Union Finlandaise de Paix, SPAS, GENSUIKYO et CND firent des efforts pour lever plus d'argent pour le fonctionnement du secrétariat du BIP à Genève, et un Secrétaire Général à temps plein fut nommé. L'Assemblée Générale de 1986 en Grèce adopta le premier Programme d'Action complet du BIP. Il incluait des campagnes contre le commerce des armes et la présence militaire à l'étranger, pour l'interdiction des essais nucléaires, pour la résistance légale aux armes nucléaires et pour le droit à l'objection de conscience.

Commerce international des armes et la SSD III (Session Spéciale sur le Désarmement III)

La campagne du BIP contre le commerce des armes a été introduite dans le Programme d'Action par l'organisation-membre suédoise SPAS. En 1983, le SPAS avait commencé une campagne nationale contre le commerce des armes suédois, et avait placé avec succès le problème sur les premières pages des mass media. Des contrebandes d'armes par des compagnies suédoises avaient été découvertes par des chercheurs du SPAS et un procès avait été ouvert contre l'exportateur principal Bofors. Le "scandale Bofors" eut de nombreuses connections internationales et un cartel de compagnies européennes qui exportait illégalement des explosifs en Iran fut découvert. Il impliquait des compagnies en Finlande, Norvège, Belgique, Pays Bas, Grande-Bretagne, France, Italie, Autriche, Portugal et Yougoslavie. Ces compagnies coopéraient pour fournir à l'Iran et l'Irak des quantités énormes de marchandises explosives, utilisées pour la guerre. Le SPAS a commencé à rapporter ceci à des rencontres internationales de mouvement de paix. Un réseau d'organisations militantes fut créé contre le commerce des armes. En septembre 1987, le BIP organisa une conférence à Malmö, Suède, sur " Le commerce international des armes et les institutions internationales", pour discuter comment le commerce des armes pourrait être combattu par l'ONU, le Parlement européen et autres institutions. Les organisations de paix travaillant contre le commerce des armes en France, Pays Bas, Italie, Suisse, Belgique, Grande-Bretagne et autres pays y participèrent et une liste de demandes et de propositions d'actions pour l'ONU et le Parlement européen fut développée et adoptées par le BIP :

"Nous conseillons vivement l'Assemblée Générale de l'ONU, à la Session Spéciale sur le Désarmement III, de :

- publier une déclaration sur les dangers créés par le commerce des armes.
- effectuer une étude sur la question des transferts d'armes.
- effectuer une étude sur les armes défensives et offensives.
- établir un registre de toute la production d'équipements militaires.
- établir un registre de tous les transferts internationaux d'équipements militaires et de sécurité.
- établir un registre des rapports d'utilisateurs.
- convenir d'un ensemble de principes guidant le transfert des armes.
- convenir d'un calendrier des États membres, pour le désengagement du commerce international des armes."

Tous les Etats membres de l'ONU furent informés des recommandations. Le BIP condamna le commerce des armes comme étant immoral dans ses effets directs et indirects, autant pour les pays produisant les armes que pour les pays où elles sont transférées.

A la troisième Session Spéciale de l'ONU sur le désarmement en 1988, le BIP organisa un forum sur le commerce des armes. Ce sujet d'actualité a influencé les ONG les plus actives à la Session Spéciale. Les pays qui soutenaient les mesures contre le transfert des armes étaient l'Australie, la Belgique, la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, la République Fédérale d'Allemagne, l'Indonésie, le Ghana, le Nigéria, le Pérou et le Royaume-Uni (!). La Session Spéciale ne put pas trouver de consensus sur un document final. Néanmoins, l'Assemblée Générale de l'ONU suivante adopta une résolution « invitant les Etats membres à considérer » une liste de mesures pour renforcer le contrôle de la production et le transport des armes, et à faire preuve de plus d'ouverture en ce qui concerne le transfert des armes. Le Secrétaire Général de l'ONU fut également invité à chercher et évaluer les points de vue des Etats membres et à soumettre le sujet à la prochaine Assemblée Générale de l'ONU. Il fut également prié d'ouvrir une commission d'étude

sur la question, et de produire des informations sur les transferts des armes. Le sujet a été ainsi fermement inscrit à l'ordre du jour international.

Reconnaissance et expansion

1986 fut déclarée "année internationale de la paix", par les Nations Unies. Beaucoup d'ONG entreprirent des activités en rapport avec la paix pendant l'année, et l'ONU commença aussi à donner du crédit aux ONG - qui en fait avaient souvent promu l'idée de l'ONU beaucoup plus que les Etats membres. Le Secrétaire Général de l'ONU créa l'appellation "Messenger de Paix", "en reconnaissance d'une contribution significative au programme et aux objectifs de l'année internationale de la paix proclamée par l'Assemblée Générale de l'ONU". Le 15 septembre 1987, Journée de la Paix de l'ONU, 300 organisations et 60 cités ont été nommées "messenger de paix". En 1988, 55 organisations et 6 cités ont encore reçu le titre de "messenger de paix". 15 des organisations membres du BIP et le BIP lui-même reçurent cette reconnaissance par l'ONU. Ce furent AKE et KEADEA (Grèce), *Appel des Cents* (France), *Archivio Disarmo* (Italie), ACDP (Australie), *Concertation Paix et Développement* (Belgique), IPPNO (Etats-Unis), GENSUIKYO (Japon), *National Peace Council* (Grande-Bretagne), *Paz y Cooperacion* (Espagne), l'Union de Paix finlandaise, le Conseil suédois de la paix, *Femmes pour la Paix* (Suisse) et la Ligue yougoslave pour la paix, l'indépendance et l'égalité des peuples.

En 1987 un nombre record de 26 organisations de paix firent une demande d'adhésion au BIP. Les adhésions des organisations membres s'élevaient maintenant au nombre de 60, et 20 organisations associées. La plus grande augmentation provenait de l'extérieur de l'Europe. Les premières organisations de paix des pays en voie de développement adhérèrent en 1986. Ce furent la *Nuclear-Free Philippines Coalition* (NFPC) et la *Anti-Bases Coalition* (ABC), aussi des Philippines. Elles furent suivies en 1987 par le *Servicio Paz y Justicia* (SERPAJ) d'Argentine, *Anuvrat Vishva Bharati* d'Inde, la Société islamique pour l'unité et la paix internationale au Pakistan, *Sarvadhana Sangam* en Inde, et le CND Indien. Cette forte augmentation en dehors de l'Europe amena le BIP à tenir sa première Assemblée Générale hors d'Europe depuis la deuxième guerre mondiale. La Coalition australienne pour le désarmement et la paix (ACDP), organe de tutelle du mouvement pacifiste australien avait rejoint le BIP en 1986. La conférence du BIP de 1988 intitulée "Désarmement de l'Océan Indien et des régions du Pacifique" eut lieu en septembre 1988 à Sydney sous le parrainage de l'ACDP.

Les changements à l'Est

Les changements en Union Soviétique et en Europe de l'Est, et la nouvelle multi polarité des relations internationales ont naturellement eu un impact sur les activités du BIP. Un tout nouveau champ émergea pour le BIP : la coordination des activités au-delà de la vieille division Est-Ouest. Il n'y avait jamais eu auparavant, parmi les membres du BIP d'organisation soviétique ou d'un pays du Pacte de Varsovie après 1939. En 1989 la première demande d'inscription d'une organisation soviétique, la Fondation pour l'innovation sociale, fut soumise à l'Assemblée Générale du BIP.

En 1988 et 1989 les Comités de Paix affiliés au WPC, en Hongrie, Pologne, RDA et Union Soviétique ont tous expérimenté des changements radicaux dans leur politique, structure et activité. Plus important, de nombreuses organisations de paix indépendantes émergèrent en Europe de l'Est, et ont été autorisées à grandir librement.

Un article parut dans le premier bulletin d'informations du WPC en 1990 reflétait la nouvelle atmosphère; le fait qu'il soit publié dans le bulletin du WPC lui-même était caractéristique :

"A une conférence de presse, le Président du Conseil de Paix (section Est-allemande du WPC), le Professeur Drefahl, déclara que l'organisation abandonnait son monopole de représentation de tous les activistes de paix en RDA. Elle désire être l'un des nombreux mouvements de paix dans le pays (...) Selon Drefahl, le Conseil de la Paix perdait son corps tandis que sa tête seulement continuait à exister. Maintenant le Conseil désire devenir une association de membres individuels, qui soit ouverte à tous ceux qui travaillent pour le désarmement et la sauvegarde de la paix. Tous les motifs de paix seront acceptables, y compris le (longtemps condamné) pacifisme."

En février 1990, au congrès régulier du WPC à Athènes, (1987-1990) son Secrétaire Général Johannes Pakaslahti, ainsi que plusieurs sections nationales parlèrent de la dissolution du WPC. Les sections norvégiennes et danoises quittèrent le WPC. Les sections importantes de Finlande et des USA refusèrent de nommer des candidats pour le conseil de direction de 40 personnes. Le Comité de Paix Soviétique promit de continuer à financer les quartiers généraux du WPC pendant plus d'une année mais dit que ce financement serait réduit drastiquement. Les règles du WPC furent changées afin de décentraliser l'organisation. Son futur est incertain.

Les nouvelles organisations de paix prirent des initiatives dans le mouvement de paix de l'Europe de l'Est. Un objectif majeur fut l'organisation de la Convention du END en 1990 à Tallin, Estonie. Le Front Populaire d'Estonie, le Comité de la Paix estonien, le Mouvement des Verts estoniens ont tous rejoint le Comité de liaison du END et participé aux préparations. Des douzaines d'organisations en Europe de l'Est sont nées. Elles comprenaient des noms comme Liberté et Paix, et la Coalition pour la Paix polonaise, le club de paix John Lennon, le Forum Civique, le Mouvement de Paix et le Mouvement de Paix Indépendant en Tchécoslovaquie. Les nouvelles organisations mettront du temps à s'établir, les liens historiques ayant été coupés pendant 50 ans ou plus.

7. Rétrospective et regards vers le l'avenir

Les années 80 furent des années gratifiantes pour le mouvement pacifiste. Avec l'utilisation efficace des *mass media* il produisit des résultats extraordinaires. Il commença par rendre la course aux armements politiquement difficile, sinon impossible en Europe; il obtenu l'interdiction de la bombe à neutrons sur sol européen; il prépara l'Ouest à un nouveau leadership et une autre politique étrangère en Union Soviétique; bref, il changea le visage politique de l'Europe. La politique pro-nucléaire du parti social démocrate ouest-allemand tourna de 180 degrés, et le nouveau parti des Verts augmenta son score de plus de 10%. Le parti travailliste britannique mit le désarmement nucléaire unilatéral à son programme électoral, tandis que les campagnes du mouvement de paix conduisirent au premier accord sur une réduction des arsenaux nucléaires. Le mouvement a fermement implanté l'idée d'une sécurité commune lors des discussions sur les relations internationales, stimulant ainsi les Nations Unies comme outil pour la résolution des conflits. Il rendit le désarmement "pensable", et la guerre froide désuète.

En ouvrant l'œil sur les dépenses nationales d'armement, le mouvement pacifiste prépare le terrain à des idées et initiatives capables de promouvoir la paix et le désarmement, et qui furent considérées comme trop audacieuses. Les armes nucléaires à moyenne portée des USA et d'URSS ont effectivement été supprimées, et pour la première fois depuis les années 50, un véritable désarmement nucléaire et conventionnel est en cours.

Nous avons vu le démantèlement de l'Ordre politique mondial d'après la Seconde guerre mondiale, avec notamment (de plus en plus) d'élections libres dans tous les pays de l'Est dès 1990, excepté jusqu'ici l'Albanie. L'Union Soviétique refusa d'intervenir militairement en Roumanie, alors même que - ironie de l'histoire - cela lui fut demandé par les dirigeants des pays de l'OTAN.

Il y eut aussi des changements à l'échelle globale, bien qu'ils ne furent pas aussi rapides qu'en Europe. L'intervention des USA au Panama, les événements de la Place Tiananmen et la démonstration de la force soviétique en janvier 1991 en Lituanie et Lettonie ont montré qu'il y a des limites au changement et que les gouvernements s'appuient encore beaucoup sur la force militaire pour imposer leur volonté. Le dictateur de l'Irak nous rappela en août 1990 que l'histoire belliqueuse de l'humanité n'était pas arrivée à sa fin, et le résultat de l'occupation du Koweït était un désastre pour les espoirs de paix au Moyen-Orient et pourrait s'avérer être un désastre pour le futur de l'ONU.

Cependant, l'URSS s'est retirée de l'Afghanistan, le Viêt Nam s'est retiré du Kampuchéa, l'Afrique du sud s'est retirée de la Namibie, a légalisé le Congrès national africain (ANC), et se dirige vers l'abolition de l'apartheid. L'OLP, tout en menant l'Intifada, s'est engagé à négocier avec Israël, qui s'y refuse encore. Des gouvernements civils sont arrivés au pouvoir aux Philippines, au Pakistan, en Argentine et au Chili.

Le consensus idéologique sur la démocratie en tant que valeur essentielle, grandit globalement. Il devrait ouvrir la voie à de nouveaux progrès humains, s'il permet une participation encore accrue de chaque individu aux décisions politiques. Ceci a d'ailleurs toujours été l'objectif du mouvement pour la paix.

Un monde multipolaire

Bien que les événements des années 80 ne soient pas nécessairement reliés entre eux, deux courants majeurs ont eu et ont encore une influence au niveau mondial. Le premier est le changement et l'ouverture de l'URSS ainsi que l'amélioration ultérieure des relations Est-Ouest. Le deuxième, relié au premier, est le fait que les deux superpuissances - principalement l'URSS mais aussi les Etats-Unis - ont surdimensionné leur appareil militaire et leurs engagements militaires et financiers dans le monde. Leur part de production mondiale rétrécit. L'URSS a été forcée de se désengager au Viêt-Nam et en Angola, de stopper son intervention en Afghanistan, et de retirer des troupes d'Europe et de la frontière chinoise. Son contrôle de l'Europe de l'Est est devenu contre productif, et ses armements économiquement non durables.

Parts du Produit Mondial Brut en pourcentages :

| | <u>1960</u> | <u>1980</u> |
|---------------------------|-------------|-------------|
| Pays les moins développés | 14.2 | 19.3 |
| Japon | 4.5 | 9.0 |
| CEE | 26.0 | 22.5 |
| Etats-Unis | 25.9 | 21.5 |
| Autres OCDE | 10.1 | 9.7 |
| URSS | 12.5 | 11.4 |
| Autres pays communistes | 6.8 | 6.1 |

(source : Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers*)

Les USA doivent maintenant à faire face à un changement important de leur politique. Tandis que les déficits budgétaires et commerciaux accumulés par les États-Unis montent en flèche, leurs alliés occidentaux et le Japon sont peu disposés à en prendre le fardeau. Ces derniers ont envoyé de l'argent ou des troupes pour soutenir l'alliance menée par l'Amérique contre l'Irak, mais pas autant que les USA le demandait. L'Arabie Saoudite a aussi été sollicitée et peut difficilement refuser de payer la moitié de la facture de l'intervention des américaines. Le coût de fonctionnement des bases d'outre-mer et d'autres déploiements navals augmentent toujours plus. Après la deuxième guerre mondiale, la part américaine de production mondiale était autour des 40 pour cent. Elle a maintenant - relativement - diminué de moitié.

Au niveau mondial, cela correspond à un retrait des deux policiers qui étaient parvenus à interférer et imposer leur loi presque partout sur le globe. Le Japon et la Communauté Européenne/OTAN pourraient théoriquement remplacer ou renforcer les États-Unis comme force de police dans plusieurs régions. La Chine et l'Inde sont déjà devenues de grandes puissances militaires.

L'Inde a tenté de jouer le rôle de police aux Maldives et au Sri Lanka en y envoyant des troupes pour intervenir dans les conflits. Mais elle doit faire face aux nationalismes internes et aux problèmes religieux, et va probablement se concentrer sur des problèmes régionaux et spécialement sur ses relations avec le Pakistan. La Chine, si sa croissance économique (de 8-10% annuellement pendant les années 80) continue, surpassera économiquement la France et la Grande-Bretagne dans les 10 prochaines années. Elle modernise rapidement son armée et sa marine (en éliminant les doublons sous prétexte de "désarmement"). Elle a acquis des missiles nucléaires de portée intermédiaire, ainsi que des sous-marins nucléaires. Elle a été victorieuse des guerres contre l'Inde et le Viêt-Nam (mais avec de lourdes pertes), et fourni une assistance militaire à plusieurs groupes armés étrangers. Elle revendique Taiwan et des zones frontalières en Union Soviétique.

Le Japon, à cause de son passé et dans son propre intérêt, recherche à maintenir des relations pacifiques partout et est peu disposé à jouer les policiers. Cependant, Il peut faire et fait de plus en plus souvent l'usage de la carotte plutôt que du bâton, et pourrait donner une forte incitation à la paix aux Philippines, dans le Sud-Est asiatique et avec la Chine, s'il s'engageait dans des programmes de développement substantiels.

La Communauté Européenne a jusqu'à maintenant évité les rôles (et même les discussions) militaires dans le monde, bien que la France et la Grande-Bretagne se soient engagées au Tchad, aux Iles Malouines et au Moyen-Orient. L'OTAN pourrait, en l'absence d'un rôle de défense contre l'Union Soviétique, évoluer en une force d'intervention et de police mondiale, d'autant plus que ses dirigeants, notamment les USA, cherchent maintenant désespérément une nouvelle fonction pour cette organisation.

La réponse du mouvement pour la paix

Quoiqu'il arrive, ni une "Pax Sovietica" ou une "Pax Americana" militaire, ou n'importe quel substitut sous la forme d'une force militaire de police japonaise, européenne, indienne ou chinoise ne peut être la solution du mouvement pacifiste aux conflits et à la guerre. La solution du mouvement pour la paix, telle qu'elle est décrite dans le chapitre 1, repose sur la force morale individuelle et la liberté, la solidarité et l'amitié internationales, la non-violence, la démocratie et l'État de droit. Le manque de législations internationales qui surpassent les nations, les groupes ethniques, culturels ou même séculaires et les États souverains permet à l'agression et à l'oppression d'être un état de fait presque "normal".

Mais l'interaction entre les groupes sociaux et les États tend à croître dans les sphères économiques et intellectuelles. Ces "sphères d'interaction" se sont mêlées de plus en plus dans l'histoire moderne, et particulièrement depuis le début de l'âge industriel. Cela a créé des frictions, mais cette tendance est inévitable, parce qu'elle est voulue et nécessaire. Avec l'Europe de l'Est et l'Union Soviétique tombant en bloc, nous vivons maintenant dans un système économique mondial pour ainsi dire unique, et nous commençons aussi à comprendre que nous vivons dans un système écologique mondial unique.

Politiquement, les sphères se recouvrent beaucoup moins. Mais même là on voit un développement. La "sainte" souveraineté est lentement transférée aux organismes internationaux et mondiaux. Tandis que les Nations Unies pourraient avoir plus d'autorité et renforcer le droit international, il y a aussi plus d'entités régionales pour contrôler des "nations" raciales, ethniques, religieuses ou politiques de toutes sortes.

Nous avons un exemple dans le Conseil de l'Europe. Il a créé une Cour Européenne des Droits de l'Homme auprès de laquelle les individus peuvent faire appel et à laquelle les États membres sont subordonnés. Une autre autorité régionale est la Communauté Européenne, qui devrait être capable de faire face non seulement à l'impérialisme et au militarisme britanniques et français, mais aussi à la domination économique allemande et aux antagonismes ethniques et politiques locaux.

Pour éviter de nouveaux antagonismes régionaux, tel une guerre commerciale USA/Europe par exemple, les "autorités" régionales doivent être reliées et s'engager avec au sein des Nations Unies, qui doivent elles-mêmes pouvoir se faire face à ce type de problème. Le mouvement pour la paix doit demander que la Communauté Européenne, les États-Unis, l'URSS, le Japon, la Chine et l'Inde témoignent un intérêt spécial pour le développement et le renforcement du droit international.

Outre le soutien aux Nations Unies et autres organismes internationaux (comprenant des demandes de réforme et d'amélioration), le mouvement pacifiste devrait promouvoir activement les institutions régionales qui mettent l'accent sur l'autorité non-militaire, travaillent dans les domaines économiques, culturels et politiques, et suivent une politique ouverte et non sectaire. Il y a naturellement des milliers d'ONG qui font ceci et elles ont l'appui du mouvement de paix. Mais des contacts devraient aussi être établis avec des organisations "semi-officielles" et gouvernementales, car elles ont aujourd'hui des ressources et une influence bien plus grandes à la fois dans les gouvernements et sur l'opinion publique.

Des exemples d'organismes officiels, semi-officiels ou non-gouvernementaux existants sont: l'Organisation de l'unité africaine (OAU), l'Organisation des États américains (OAS), la Ligue des États arabes, l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) et le Mouvement non-aligné. Les ONG internationales ayant une grande influence comprennent: le Conseil œcuménique des églises, la Croix-Rouge Internationale et la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

Face à de nouveaux défis

En Asie, l'accroissement de la puissance de feu de la Chine (la "quatrième modernisation"), le développement économique de l'Inde et la probable hostilité nucléaires de son voisin, ajoutés à des conflits internationaux non résolus (à la frontière sino-soviétique, à la frontière sino-indienne, la division de la Corée, la situation au Kampuchéa et aux Philippines, la guerre civile au Sri Lanka, le

statut du Tibet, du Cachemire, du Timor Est, de Taiwan, des îles Kourile et de Hong Kong), créent un mélange explosif.

En Europe, même les gouvernements stables de l'Ouest européen n'ont toujours pas trouvé une réponse acceptable aux conflits ethniques, au Pays Basque, en Irlande du nord, en Corse et à Chypre. L'avenir de l'Allemagne soulève beaucoup de craintes. Finalement, la perspective d'une "Europe des Régions" auxquelles le pouvoir central serait transféré, pourrait représenter une solution démocratique.

Pour l'Europe de l'Est et les parties occidentales de l'Union Soviétique la situation est différente. Beaucoup de questions demandent maintenant des réponses presque immédiates. À l'issue du présent retrait de l'URSS, les conflits régionaux, nationaux, ethniques et religieux qui avaient été supprimés refont surface. Il conflits émergents: Moldavie-Roumanie, Hongrie-Roumanie, Bulgarie-Turquie, Yougoslavie et Yougoslavie-Albanie, Ukraine, Géorgie, les Républiques Baltes, et, peut-être, entre la Pologne et la Lituanie, l'Allemagne et l'Union Soviétique.

Parallèlement, un future retrait politique-militaire américain des affaires mondiales pourrait favoriser de nouvelles violences entre la Grèce et la Turquie, la poursuite des violences au Moyen-Orient, soit entre Israël et l'Égypte (et d'autres États arabes), un accroissement des combats aux Philippines, peut-être en Corée, certainement en Amérique Centrale, bien qu'il soit difficile d'imaginer un retrait du sous-continent américain.

Il est maintenant difficile de trouver quiconque qui soit contre la "démocratie", mais le tel qu'il est compris à l'Ouest, contient de nombreuses contradictions. Dans les États parlementaires en Europe comme aux USA, de telles contradictions apparaissent sur une large échelle dans les années 80: les sondages ont montré que la volonté populaire dans pratiquement tous les pays européens ainsi qu'au USA était diamétralement opposée aux politiques des gouvernements sur les questions du déploiement, du gel, et de l'interdiction des essais nucléaires.

Le mouvement pour la paix doit donc donner au terme "démocratie" son propre contenu, en mettant l'accent sur les valeurs, droits et principes humains qui sont essentiels à toute démocratie. Il n'y a pas de démocratie quand des majorités peuvent opprimer des minorités ou quand des pays "démocratiques" peuvent exploiter ou frustrer des peuples dans d'autres régions du monde. Un exemple flagrant est l'essai nucléaire français dans le Pacifique, mais il y en a naturellement beaucoup d'autres. L'idée de menacer des peuples entiers par l'anéantissement nucléaire est la négation même de la "démocratie".

À la fin de la décennie nous entendons de triomphantes proclamations sur la victoire finale du capitalisme et de la fin du communisme, mais le capitalisme n'est pas la démocratie. En fait, un résultat de la *glasnost* et de la *perestroïka*, aussi bien que l'installation de gouvernements non-communistes en Europe de l'Est, pourrait être un déclin dans la critique aspects d'exploitation du capitalisme.

Une autre vieille erreur est de confondre la démocratie avec les "principes d'autodétermination nationale". Les puissances victorieuses de la première guerre mondiale ont essayé de dessiner les nouvelles frontières européennes le long des lignes de division ethniques, et ont ainsi créé beaucoup de nouveaux États nationaux : la Pologne, les États Baltes, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Finlande, la Hongrie et l'Autriche. Ils étaient conscients des déficits et même des dangers de "l'autodétermination nationale", et essayèrent par conséquent d'obliger les nouveaux États à protéger leurs minorités dans leurs Constitutions, mais ils ont souvent échoué. Il est

impossible de séparer les groupes ethniques européens. Le nouvel ordre européen, basé sur des "nations" ethniques, créa souvent à la place des minorités plus petites, plus exposées, plus opprimées et pour cela plus agressives. L'autodétermination en Indochine à la fin des années 40 et en Afrique dans les années 60 créa aussi beaucoup de conflits ethniques et territoriaux.

Certains États ont réussi à canaliser le nationalisme dans un nationalisme politique plutôt qu'ethnique, religieux ou culturel, comme la Suisse, et dans une large mesure les États-Unis. Toutefois, les agissements des USA à l'étranger "pour protéger les vies des citoyens américains" (argument donné pour le bombardement de Hiroshima et de Nagasaki, comme pour les invasions récentes de Grenada et de Panama), nous montrent les dangers de cette sorte de nationalisme aussi.

"L'autodétermination nationale" basée sur un sentiment d'appartenance à une nation ethnique, comme dans le cas des États Baltes où elle est amplifiée par la revendication de "droits historiques", s'avère parfois une puissante possibilité d'affirmation pour les opprimés. Mais pour le mouvement pacifiste, c'est un concept stérile, et il devra rechercher des moyens de canaliser l'activisme nationaliste en un activisme démocratique. Le problème est pressant des champs de bataille ethniques émergent ou existent déjà en Inde, au Sri Lanka, en Birmanie, en Irlande du Nord, en Espagne, en Yougoslavie, en Arménie-Azerbaïdjan, en Afrique du Sud, au Soudan, au Tchad, en Ethiopie, au Zaïre, au Kurdistan, au Liban, en Géorgie, en Israël et dans de nombreux autres endroits, sans même mentionner l'Europe de l'Est. Nous devons nous rappeler que pratiquement aucun des États du monde n'est ethniquement homogène. La grande majorité régit un mélange de races, de religions, de langues et de cultures et aucune mesure d'autodétermination nationale ne changera cela.

Tout considéré, le mouvement pacifiste fait face à de nouveaux défis pour la paix du monde, pas moins importants que le conflit Est-Ouest, et beaucoup de plus complexes. En outre, alors que le mouvement pour la paix doit faire face – ou du moins, a dû faire face au chauvinisme et au racisme en Europe et avant cela en Amérique du Nord, les conflits potentiels et les confrontations en Asie constituent des préoccupations tout à fait nouvelles pour la plupart des organisations membres du BIP.

Le mouvement pacifiste organisé

Aussi solide que soit le mouvement pacifiste, en tant que force indépendante pour le changement, il réagit encore surtout aux développements politiques et sociaux. Evidemment, les "tâches" du mouvement pour la paix seront toujours l'éducation à la paix, et l'expression de l'appel au désarmement et de la paix. Ses organismes internationaux, comme le BIP, doivent assurer la communication et les échanges entre les nombreux groupes différents, et renforcer le mouvement particulièrement dans les pays où il est encore faible. Il existe, et il y aura, beaucoup de sujets politiques concrets pour le mouvement : la réduction des budgets militaires, les présences militaires et navales à l'étranger, le changement de stratégie des alliances militaires et leur éventuelle dissolution, et un renforcement des mécanismes de résolution des conflits, par exemple les Nations Unies.

Au point de vue de son organisation, le mouvement fait face à une nouvelle situation. Bien que l'augmentation incroyable du nombre des groupes pacifistes depuis 1980 ait ralenti et que l'adhésion individuelle de nombreuses organisations de paix se soit stabilisée, il y a maintenant beaucoup plus de groupes et de personnes actifs qu'avant. En outre, les organisations principalement concernées par le développement du Tiers Monde, la solidarité, l'écologie ou la culture, se

considèrent souvent elles-mêmes comme faisant partie du mouvement pour la paix. Il en va de même pour les églises, certains partis politiques, et les syndicats.

Avant la première guerre mondiale les "pacifistes" s'organisèrent en "Sociétés de Paix" ayant un programme politique clair et simple, sous la conduite du Bureau International de la Paix. L'évolution de la structure organisationnelle du mouvement international pour la paix est passée d'une «Union» formelle à un "Comité de liaison", d'une "Confédération" à de (nombreux) "réseaux d'intérêt mutuel". En d'autres termes, elle s'est déplacée d'une institution plutôt soudée mais limitée, à des structures amples englobant des millions des personnes et des milliers d'organisations dans beaucoup de différentes parties de la société.

La raison de devenir organisé est qu'en concentrant leurs ressources et en focalisant leurs objectifs, les personnes ont une plus grande influence. Mais avec de plus en plus de groupes de paix il n'est pas évident que les ressources du mouvement pacifiste soient concentrées. Cette décentralisation a été vue comme une garantie contre une prise du pouvoir politique, ou la manipulation par de puissantes institutions ou autres mouvements avec des objectifs qui n'ont rien à faire avec la paix. D'un autre côté, elle a permis à certains politiciens ayant un bon accès aux *mass media* de se présenter eux-mêmes comme responsables du mouvement pour la paix, tout en concluant secrètement des ventes d'armes, approuvant les politiques de confrontation de la guerre froide, se compromettant avec le complexe militaro-industriel, ou bloquant des négociations sur le contrôle des armements. Tout ceci embrouille la perception du mouvement pacifiste par le public, et conduira à l'impuissance des organisations pacifistes si celles-ci et leurs leaders s'accrochent à une traditionnelle et presque instinctive approche antagoniste face aux autres organisations, et s'ils continuent à définir et imposer des limites organisationnelles, idéologiques et autres étroites (sans parler de classe sociale, de race, de genre, de religion, de nationalité, etc.). Si le mouvement pour la paix maintient une direction, la priorité doit être donnée à une communication horizontale et rapide. Les organisations et les leaders du mouvement pacifiste doivent apprendre à se considérer comme une partie d'un grand mouvement social et politique pour la paix. Les différentes organisations peuvent avoir différentes tâches et des buts spécifiques, mais leurs efforts devraient être vus comme une contribution à un but commun qui devrait naturellement être constamment discuté.

Mise en commun des ressources

Comme on l'a montré dans les chapitres précédents, le mouvement pacifiste a connu d'importants hauts et bas durant ce siècle. En tant que mouvement organisé, il a cependant gagné: chaque "vague" a amené plus de diversité, et son lot de ressources humaines, financières, organisationnelles et idéologiques.

Les mouvements, comités ou campagnes "spécifiques" consacrés à un problème, tels que *Non aux Armes Nucléaires* sont la réponse rapide aux défis politiques. Ils sont la meilleure manière de focaliser l'attention du public, et d'organiser rapidement le travail politique. Ils constituent une poussée ascendante d'une "vague" du mouvement pour la paix.

Les organisations "généralistes" d'adhésion individuelle, telle la Société Suédoise de Paix et d'Arbitrage (SPAS), établie depuis longtemps, sont lentes à relever de nouveaux défis - elles ont aussi d'autres soucis. La campagne suédoise contre une bombe atomique suédoise dans les années 50 et l'initiative pour une zone nordique sans nucléaire dans les années 80 furent d'abord organisées principalement en dehors de la structure établie. Par la suite, le SPAS (et d'autres organisations) ont activement repris le sujet, lui donnant une base organisationnelle et de ressource.

Dans l'idéal, lorsqu'un problème diminue - dans les médias, en intensité, dans l'activité de la campagne - on constate une mise en commun des ressources, comme dans le cas de la fusion entre *Sane* ("Raison") et *Freeze* ("Gel") en 1988 aux États-Unis. Les organisations généralistes avec leurs membres individuels sont plus aptes à continuer, conservant les acquis; elles sont moins dépendantes des "caprices" du public. Parfois, les campagnes spécifiques se constituent elles-mêmes en organisation d'adhésion individuelle et s'occupent de nouveaux sujets, devenant ainsi "généralistes". Ceci s'est produit avec le CND du Royaume-Uni dans les années 60, et se produit actuellement avec VAKA en Belgique, par exemple.

Au niveau global se constitue une base humaine, financière et organisationnelle croissante et une mise en commun des ressources pour de nouvelles initiatives. La campagne contre le commerce des armes dans le milieu des années 80, par exemple, qui provoqua une réponse internationale significative, fut non seulement une réaction aux événements nationaux ou mondiaux mais aussi le résultat d'une décision prise par l'assemblée des membres de la SPAS en 1984, qui pu consacrer des ressources importantes pour la recherche et la campagne sur le commerce des armes. Cette mise en commun des ressources est un moteur pour une mobilisation et des campagnes continues, et elle maintient le mouvement prêt pour relever de nouveaux défis politiques.

Dans le pire des cas, la vague se perd au loin et disparaît, ses activistes et les organisateurs du mouvement sont laissés dans le vide. Les raisons pour cela peuvent être des jalousies ou "égoïsme organisationnel" dans les nouveaux mouvements, ou du conservatisme dans les organisations établies. Ce plus mauvais cas s'est produit trois fois dans l'histoire de du BIP:

- premièrement, juste après la première guerre mondiale, quand le Conseil du BIP déclara le pacifisme radical comme étant incompatible avec le pacifisme libéral et ferma la porte aux radicaux. La vague du mouvement pour la paix des années 20 créa ses propres organisations mais bon nombre d'entre elles disparurent plus tard; les grands mouvements nationaux, tels que le *Nie Wieder Krieg* allemand sont inconnus aujourd'hui. Par la suite, le BIP reconnut l' "égalité" du pacifisme et de l'anti-militarisme, mais il était déjà trop tard.

- deuxièmement, après la deuxième guerre mondiale. A cette époque les résistances au changement étaient si grandes dans Conseil du BIP que le BIP lui-même finit par disparaître, ses membres dirigeants mourant de vieillesse sans être parvenu à renouveler les adhérents. Le mouvement pacifiste a dû recréer le BIP à partir de zéro, sans l'aide des ressources du BIP.

- troisièmement, en 1963, quand l'ICDP fut créé, et que le BIP lui refusa à la fois sa coopération et son aide financière, excepté quelques concessions subventions mineures. L'ICDP et le BIP ont finalement fusionné en 1984, mais c'était trop tard pour être une aide dans la vague de paix émergente des années 80.

Mais le relais a pu aussi passer. Dans les années 1890, le pacifisme éthique et le "classique" ont été amalgamés avec succès au sein du BIP. Ceci mena peut-être au plus fort mouvement pacifiste à ce jour.

Et à présent de même: les mouvements pacifistes antinucléaires des années 80 utilisent de plus en plus le BIP comme relais international. Mais le BIP n'a pas encore réussi à profiter pleinement des méthodes politiques des mouvements "spécifiques" des années 80, telles que les campagnes coordonnées internationalement et ciblées sur les *mass media* et les grandes manifestations. Cela était en partie voulu, pour une division du travail dans le mouvement pour la

paix, mais à l'avenir, il faudra établir de meilleures connexions afin d'éviter que les grands mouvements ne s'atrophient et meurent.

Un occasion supplémentaire de relais s'approche : regrouper le potentiel du mouvement pacifiste dans les pays de l'Est Européen, y compris dans l'Union Soviétique, avec le mouvement pacifiste "occidental". Les comités de paix dans les pays du Pacte de Varsovie sont les restes de la vague de paix communiste des années 50; tirant leurs idées, les leaders, et surtout leur argent des États et des partis communistes, ils n'ont jamais eu à se développer en organisations "généralistes", aux adhésions individuelles. En Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, l'ancienne RDA et l'Union Soviétique, les comités de paix sont maintenant dissous ou "restructurés", et des mouvements alternatifs sont permis. Le BIP devrait être ouvert à eux tous. Le Conseil Mondial de la Paix a eu bien plus de contacts avec des mouvements du Tiers Monde que les mouvements pacifistes "occidentaux". De tels contacts sont une ressource essentielle pour le mouvement.

La mise en réseau et les communications sont devenues plus faciles et meilleur marché. Il y a une conscience beaucoup plus répandue du caractère global des problèmes du monde. Quand on parle de pollution, maladie et sécurité militaire, nous savons aujourd'hui que nous sommes tous dans le même bateau et que nous devons résoudre nos problèmes ensemble.

J'espère que le BIP pourra développer d'avantage son rôle de mise en réseau et de communication. Pour cela, il doit être ouvert aux changements, parfois rapide, mais il doit avant tout pouvoir servir les militants pacifistes qui promeuvent de nouvelles idées. Le BIP, ensemble avec des milliers d'autres organisations, devrait être leur outil.

© *Rainer Santi et le Bureau International de la Paix*